



# Connaissances et perception des religions et du processus de radicalisation au collégial

Une étude qualitative

Steve Medeiros, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Martin Geoffroy, Cégep Édouard-Montpetit

En collaboration avec :  
Isabelle Cliche, Cégep de Saint-Hyacinthe



Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

Canada

*La Connaissances et perception des religions et du processus de radicalisation au collégial* est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025

ISBN PDF : 978-2-920411-59-3

© Cégep Édouard-Montpetit, 2025

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>Revue de littérature</b> .....	<b>7</b>
<b>Connaissances et perceptions de la religion et du phénomène de la radicalisation chez les étudiant(e)s du collégiale</b> .....	<b>7</b>
<b>Jeunes, bien-être et préoccupation</b> .....	<b>9</b>
<b>Changement climatique et écoanxiété</b> .....	<b>10</b>
<b>L'enjeu de l'immigration</b> .....	<b>12</b>
<b>La religion</b> .....	<b>14</b>
<b>La radicalisation</b> .....	<b>17</b>
<b>Méthodologie</b> .....	<b>20</b>
<b>Échantillonnage</b> .....	<b>21</b>
<b>Résumé des entrevues et analyse</b> .....	<b>24</b>
<b>Sur l'immigration</b> .....	<b>25</b>
<b>Sur la religion en général</b> .....	<b>29</b>
<b>Connaissances et perceptions de trois grandes religions</b> .....	<b>33</b>
<b>La radicalisation</b> .....	<b>38</b>
<b>Analyse</b> .....	<b>41</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>48</b>
<b>Médiagraphie</b> .....	<b>50</b>

## Figures et tableaux

1. Tableau des principaux enjeux soulevés par les participants ..... 24
2. Figure sur les positions sur l'immigration énoncées par les participants..... 29
3. Tableau sur la vision des répondants sur le phénomène religieux..... 30
4. Tableau croisé perception de l'islam et perception de l'immigration..... 36
5. Figure sur le processus de la radicalisation tel que vu par les répondants.....41

## Introduction

Les Cégeps sont une innovation propre à la société québécoise. Créés en 1967, à la suite des recommandations du Rapport Parent, les objectifs visés étaient de laïciser et d'accroître l'accessibilité des études supérieures à l'ensemble du territoire québécois (Fédération des Cégeps, 2017, paragr. 3). Institution pivot entre l'école secondaire et les études universitaires, le réseau collégial est traversé par des impératifs à la fois économiques : préparer les étudiants aux exigences du monde professionnel, mais aussi humanistes : développer le potentiel de l'individu et son esprit critique pour être en mesure de jouer son rôle de citoyen. Ce rapport de recherche s'intéresse à la communauté collégiale du Cégep Édouard-Montpetit, du Cégep de Saint-Hyacinthe et du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. Celui-ci est la deuxième étape d'un projet réalisé par le CEFIR sur les connaissances et la perception des religions et du processus de radicalisation. La première étape avait principalement une visée descriptive basée sur les statistiques d'un sondage réalisé auprès de la communauté collégiale de ces trois institutions. Pour la deuxième étape, nous souhaitons approfondir la question de ces connaissances et perception de façon qualitative. La présente recherche tente ainsi de saisir le point de vue des étudiants, mais aussi des adultes qui travaillent dans ces trois cégeps. Nous souhaitons comprendre leurs visions de ces thèmes, mais aussi leurs préoccupations. Autrement dit, quels sont les enjeux qu'ils estiment importants ?

Dans le cadre de ce rapport, nous débuterons notre revue de la littérature par un résumé du précédent rapport de recherche réalisé par le CEFIR tel que mentionné plus haut. Nous présenterons également l'état des connaissances sur les préoccupations des jeunes face à un ensemble d'enjeux comme leur bien-être, l'environnement, les croyances religieuses et leurs perceptions, la vision de l'immigration et le processus de radicalisation. Nous expliquerons ensuite notre méthodologie de recherche, nous décrirons notre schéma d'entrevue, notre cueillette de données et compléterons cette partie par une description de notre échantillon. La présentation de nos résultats sera structurée en cinq grands thèmes, soit les grandes préoccupations, l'immigration, la perception de la religion en général, la perception des trois grandes religions monothéistes et le processus de radicalisation. Les résultats démontrent que les membres de la communauté collégiale sont principalement préoccupés par des enjeux liés au « vivre ensemble ». Ils se questionnent à la fois sur

l'image stigmatisante et les préjugés que peuvent vivre certaines minorités, mais ils expriment aussi une inquiétude sur la cohésion sociale et des capacités d'intégration de la société québécoise. Malgré cette tension entre différents discours, un principe semble fédérer l'ensemble des participants, l'individu est libre de croire en ce qu'il veut, pourvue qu'il n'impose pas ses croyances aux autres. Nous verrons dans notre analyse que ce relatif consensus cache un désaccord réel. À partir de quel moment, un individu impose-t-il ses croyances aux autres ? Si tous semblent se reconnaître dans le principe de « vivre et laisser vivre », l'analyse nous indique que ce principe ne clôt pas le débat, mais constitue plutôt son point de départ.

## Revue de littérature

### Connaissances et perceptions de la religion et du phénomène de la radicalisation chez les étudiant(e)s du collégiale

Le présent rapport est la deuxième phase d'un projet de recherche initié par le CEFIR en 2017 (Wilkins-Laflamme et al., 2018). L'objectif de cette recherche était de mesurer les connaissances du fait religieux et la perception du processus de radicalisation de l'ensemble de la population collégiale des Cégeps Édouard-Montpetit, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean-sur-Richelieu. L'étude souhaitait également vérifier la relation entre le niveau de religiosité des participants et leurs connaissances et perception de la radicalisation. Une invitation pour répondre au sondage en ligne fut envoyée à la communauté collégiale et ensuite colligée pour des fins d'analyse. En tout, 991 personnes ont accepté de répondre aux 67 questions de ce sondage.

En ce qui concerne l'importance des croyances religieuses ou spirituelles, 8 % des étudiants qui ont participé au sondage ont répondu *Très important* et 15%, *Assez important*. Inversement, 47 % et 30 % jugeaient que ces croyances n'étaient pas importantes du tout ou pas très importantes. Ces chiffres restent cohérents avec ceux recensés en 2015 pour la population des jeunes Québécois de 15 à 24 ans. En fait, 45 % d'entre eux déclaraient n'avoir aucune religion lorsqu'on leur demandait d'identifier leur religion ou appartenance religieuse (Wilkins-Laflamme et al. 2018, p.16). Suivant cette même tendance, seulement 8% peuvent être considérés comme des « affiliés pratiquants », soit des gens qui s'identifient à une religion et suivent les pratiques ou assistent aux cérémonies religieuses. Notons néanmoins que 25 % des répondants sont des individus qui ne s'identifient à aucune religion, mais qui accordent néanmoins une importance aux croyances religieuses ou spirituelles. Lorsque les auteurs comparent le niveau de religiosité des trois Cégeps, il en ressort que l'indice de religiosité du Cégep Édouard-Montpetit est légèrement supérieur à celui mesuré auprès des deux autres institutions collégiales.

Sur le plan des connaissances des grandes religions monothéistes (christianisme, judaïsme et islam), le rapport conclut à un faible niveau de connaissance et plus particulièrement envers l'islam. L'intégration à la société des membres qui affichent une affiliation religieuse semble aussi être jugée plus négativement par certains répondants. Les auteurs montrent un

lien entre l'âge, la religiosité et les connaissances des religions et leur perception de l'islam. En effet, plus le participant est âgé, plus la probabilité d'avoir une méfiance envers l'islam augmente. Un lien similaire apparaît avec la religiosité, mais le contraire se manifeste pour la connaissance des religions. Plus une personne a obtenu un score élevé aux questions évaluant leurs connaissances, plus ces individus témoignent d'une moins grande méfiance (Wilkins-Laflamme et al. 2018, p.29-39).

Les participants ont également été interrogés sur leur perception de l'immigration. Une part importante, soit 59 % étaient d'accord ou plutôt d'accord avec l'affirmation que la très grande majorité des immigrants s'intègre bien à la société québécoise. 18 % étaient en désaccord ou plutôt en désaccord avec cette affirmation. Sur la question de savoir si le Québec devait accepter moins d'immigrants par année, 15 % étaient en accord ou plutôt en accord. 58 % partageaient une opinion contraire (Wilkins-Laflamme et al. 2018, p. 25).

Sur le sujet de la radicalisation, le rapport soulève une inquiétude. Selon ses auteurs, plusieurs idées exprimées par les répondants vont à l'encontre de la littérature scientifique. Par exemple, 56% croient que les actions terroristes causant des fatalités sont des gestes irrationnels, 77% affirment qu'il faut immédiatement dénoncer une personne qui exprime des idées jugées radicales, même si elle ne présente aucun signe de poser des gestes violents et 50 % croient que les actions terroristes sont commises par des individus qui adhèrent à des idéologies religieuses (Wilkins-Laflamme et al. 2018, p.46). Dans ces trois cas, le consensus scientifique va dans le sens contraire. Les gestes terroristes sont certainement condamnables moralement, mais ils possèdent leur rationalité. Pour ce qui est des idées radicales sans signe d'un passage à l'acte, l'attitude exprimée peut être interprétée comme une entrave à la liberté d'expression. Finalement, s'il est vrai que plusieurs experts notent la dimension religieuse dans la pensée de certains extrémistes, plusieurs attentats terroristes ont aussi été commis par des militants sans conviction religieuse. Mentionnons également que l'étude semble montrer un lien positif entre le niveau de connaissances des religions et les connaissances sur le processus de la radicalisation selon le consensus scientifique. Les immigrants seraient ceux qui ont montré une moins bonne connaissance de ce processus. Les auteurs soulignent que cette méconnaissance pourrait les rendre plus vulnérables ou plus à risque.



## Jeunes, bien-être et préoccupation

Il est vrai que notre population n'est pas exclusivement composée de jeunes individus en âge de fréquenter le cégep. En plus de la population étudiante, nous devons inclure des enseignants, des professionnels et des cadres. Il ne faut pas non plus négliger le fait que certains étudiant.e.s ne sont plus au début de leur âge adulte. Autrement, même si chaque membre de notre population ne peut être considéré comme étant dans la catégorie jeune, nous pouvons néanmoins prétendre qu'une part importante de cette communauté est jeune. En effet, lorsque nous avons réalisé les entrevues pour cette recherche, Bernard Tremblay, alors président-directeur général de la Fédération des cégeps, affirmait que l'âge moyen des cégépiens en 2016 était de 20 ans (Radio-Canada, 2018, 9<sup>e</sup> paragr.). D'un point de vue démographique, le Québec est une des provinces canadiennes qui possèdent la plus basse proportion de personnes âgées de 15 à 34 ans dans sa population et cette proportion est en diminution. En 1986, plus du tiers de sa population était constitué de ce groupe d'âge, alors qu'en 2021, ce groupe représente moins que le quart (Gallant et al. 2023, p. iii). Cette situation est attribuable à la fois à un faible taux de natalité et à l'augmentation de l'espérance de vie. La Montérégie, la région où se trouvent nos trois cégeps investigués connaît, elle aussi, une diminution de la part relative de ce groupe d'âge. Si l'on compare avec l'année 1986, cette région a connu une baisse de 6,6% des 15-34 ans en 2021, soit 23 189 jeunes de moins en chiffre absolu. Cependant, cet écart reste plus bas que celui enregistré pour l'ensemble du territoire québécois (14,6%).

Lorsque nous regardons certains indicateurs de bien-être comptabilisés par une étude portant sur les jeunes Québécois réalisée avant la pandémie, la situation semble être relativement positive. En effet, environ 8 jeunes sur 10 estiment que leur santé mentale est bonne ou excellente. Cette réponse est similaire pour l'ensemble du Québec et pour la Montérégie (Gallant et al. 2019, p.62-63). Il est vrai que certaines régions ont des indices nettement inférieurs. Certains pourraient aussi regarder ce verre comme étant à moitié vide. On indique aussi dans ce rapport que « deux élèves du secondaire sur dix (19,5%) ont un diagnostic médical pour au moins un trouble de santé mentale (anxiété, dépression ou trouble alimentaire) » (Gallant et al. 2019, p.73). Sur le plan du stress perçu, seulement 28 % des jeunes de 18 à 24 ans considèrent que leur quotidien est peu stressant. Si on regarde le taux des 12 à 17 ans, celui-ci monte à 45,4 %. De plus, environ un quart des jeunes du secondaire

sont désignés comme ayant une faible estime d'eux-mêmes (Gallant et al. 2019, p. 66). Cette situation serait plus marquée pour les filles pour lesquelles 33,4 % auraient cette classification, contrairement à 17,3 % des garçons.

Du côté des préoccupations, Gallant affirme que les jeunes, contrairement aux personnes plus âgées, seraient plus sensibles aux injustices et discriminations vécues personnellement que celles perçues dans la société (Gallant. 2023, p. 97). Cette auteure attribue ce phénomène à l'idée que l'apparence serait perçue davantage comme un motif de discrimination par eux que la dimension socioéconomique. L'autrice parle aussi d'un facteur structurel, soit que les jeunes auraient encore l'espoir d'améliorer leur situation économique, alors que les personnes plus âgées, voire retraitées, peuvent se sentir davantage coincées par leur position socio-économique. Au-delà des enjeux liés aux inégalités sociales, la protection de l'environnement est une préoccupation qu'on retrouve davantage chez les jeunes et qui peut aboutir à de l'écoanxiété. Plusieurs sondages réalisés énoncent cette réalité chez les jeunes. On pense à celui réalisé par Léger inc. en 2021 qui mentionne que 73 % des jeunes se disent éco-anxieux et que certains remettent en question leur désir d'avoir un enfant (Lamothe. 2023, paragr. 17). Un autre sondage, réalisé par la firme Ipsos, affirmait que 59% des participants « éprouvent de la peur face aux changements climatiques [...] et 41 % se sentent coupables » (Morin-Martel, 2021, paragr. 3).

### **Changement climatique et écoanxiété**

Pour autant, cette crainte envers les changements climatiques ne serait pas l'apanage des jeunes Québécois. Une étude internationale a conclu que cet enjeu était considéré comme « la principale menace dans 13 des 26 pays interrogés, plus que tout autre problème abordé dans l'enquête. » (Gousset-Lessard et Lebrun-Paré. 2022, p. 1-2) Cependant, certains auteurs nous mettent en garde concernant le « flou conceptuel » (Gousset-Lessard et Lebrun-Paré. 2022, p. 1) entre les concepts de préoccupations et celui d'écoanxiété. Un individu peut être préoccupé ou avoir une inquiétude sans que celle-ci se traduise par une expérience de désarroi plus intense. D'un point de vue opérationnel, il est difficile de mesurer à partir de quel moment une préoccupation importante envers les conséquences du changement climatique devient un trouble d'anxiété.

Le terme d'écoanxiété serait apparu en 1997. Il aurait été employé par une chercheuse en santé publique dénommée Véronique Lepaige (Hiridje, 2022, paragr. 1). Ce nouveau concept souhaitait décrire un sentiment de peur, d'impuissance, mais aussi de colère devant l'inaction des gouvernements et des générations précédentes. Ce concept recouvrait à la fois une anxiété, mais aussi une écolère. Cette dernière dimension toutefois n'est pas toujours distinctement mentionnée dans la littérature scientifique. Par exemple, Gousse-Lessard et Lebrun-Paré proposent la définition suivante de l'écoanxiété. Selon ces auteurs, cette définition regroupe les éléments qui font consensus au sein de la communauté scientifique. L'aspect colère n'y est pas explicite :

L'écoanxiété est un état de malaise psychologique et parfois physique de degré variable, caractérisé par l'appréhension d'une menace plus ou moins éloignée dans le futur et significativement associée à la catastrophe écologique, elle-même perçue comme incertaine, difficilement prévisible et peu contrôlable (Gousset-Lessard et Lebrun-Paré. 2022, p. 4).

Toujours selon ces deux auteurs, l'écoanxiété n'est pas officiellement considérée comme un « trouble à part entière » en psychiatrie. Autrement dit, elle ne figure pas explicitement dans le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, mieux connu par le sigle, DSM-5. Néanmoins, cet état peut être associé à une forme de trouble anxieux lorsque celle-ci se traduit par une détresse importante et une incapacité à fonctionner normalement en société (Gousset-Lessard et Lebrun-Paré. 2022, p. 4).

Sans réduire l'urgence climatique que nous vivons, certains mentionnent que les craintes liées au changement de climat sont récurrentes dans l'histoire. Martin de la Soudière remonte jusqu'au III<sup>e</sup> siècle de notre ère des manifestations de cette inquiétude. Une des particularités de notre époque est le rôle joué par les médias. Ces derniers permettent de sensibiliser les populations sur des enjeux importants, mais la propension à mettre de l'avant les « mauvaises nouvelles » pourrait rendre difficile la hiérarchisation de ces différents enjeux : « trop d'alertes, de réceptions de signaux d'alerte, nuit à la prise de conscience du danger dont journalistes ou scientifiques veulent avertir » (De la Soudière, 2017, p. 180). S'il est vrai que plusieurs études ont présenté les jeunes comme étant aux prises avec un sentiment de désespoir, certains croient important de nuancer ce fatalisme. Plusieurs jeunes sont aussi engagés et mobilisés comme acteur de changement (Morin, 2021, p. 17). Christiana Popescu préfère parler d'un « deuil environnemental » (2022, p.12). Devant les impacts des

changements climatiques, les gens pourront nécessairement vivre le sentiment d'une perte à l'image de celle vécue par la perte d'une personne qui nous est chère. Ce deuil peut certainement se traduire par une tristesse, voire une impuissance, mais cet état reste temporaire. Le deuil peut être surmonté, il peut se traduire par une prise de conscience et un désir de changement.

### **L'enjeu de l'immigration**

Si pour plusieurs, la question nationale et plus particulièrement la souveraineté du Québec a occupé le haut du pavé dans le débat public dans la belle province pendant de nombreuses années, cet enjeu aurait perdu sa position de tête face à l'enjeu de l'immigration (Mahéo et Bélanger, 2018). L'importance de celle-ci dans le débat public n'est pas exclusive au Québec. Aux États-Unis (D'Appollonia, 2012, p. 336) et dans plusieurs pays européens (Eberl et al. 2018, p. 2017) l'immigration constitue une préoccupation importante, voire prédominante. Cependant, selon les pays concernés, la crainte de l'immigration peut se déployer de différentes façons. Par exemple, en Italie, les adolescents ont exprimé des préoccupations plus socio-économiques. Ce sont les perspectives professionnelles et l'impact de l'immigration sur leurs futures carrières qui est une source d'inquiétude (Bergamaschi, 2013). En France, toujours selon la même étude, l'inquiétude des jeunes serait davantage liée aux questions identitaires. L'immigration est perçue comme une menace à la culture nationale ou à son affaiblissement.

Les recherches effectuées au Québec mettent de l'avant aussi ce sentiment d'insécurité culturelle qu'éprouvent certains individus face à l'immigration (Bilodeau et Turgeon, 2014). Selon Bilodeau et Turgeon, il y aurait un lien clair entre le sentiment de l'affaiblissement de la langue française, voire de sa disparition future, et les réserves ou craintes envers l'immigration. Cependant, ceux-ci n'ont pas trouvé un lien entre un sentiment d'appartenance fort pour la nation québécoise et une attitude négative envers l'immigration. Malgré cette insécurité culturelle, les auteurs croient que l'opinion générale des Québécois envers l'immigration n'est pas négative (Bilodeau et Turgeon, 2021, p. 336). Par ailleurs, ces auteurs suggèrent que les décideurs publics trouvent un équilibre entre les mesures d'accommodements adressées aux membres de communautés culturelles et les préoccupations exprimées par les membres de la « nation minoritaire ».

L'attitude face à l'immigration au Québec n'est pas homogène. Contrairement à certaines perceptions, les opinions les plus sévères envers l'immigration ne se retrouvent pas dans les régions éloignées, mais dans la grande banlieue de Montréal, plus particulièrement sur la Rive-Nord (Bilodeau et Turgeon, 2021, p.164). Cette situation est similaire à ce que l'on trouve dans d'autres pays, entre autres : Angleterre (Bower, 2008), Suède (Rydgren et Ruth, 2013) et Suisse (Martig et Bernauer, 2018). Les spécialistes appellent ce phénomène, l'effet halo. On peut résumer cette hypothèse par l'idée que les gens vivant en périphérie des grands centres urbains ont peu ou pas de contacts étroits avec les communautés issues de l'immigration. Ceux-ci habitent davantage à l'intérieur des grandes villes. Cette proximité relative, mais sans cohabitation réelle, pourrait susciter des craintes, certains diront imaginaires, des populations installées depuis plusieurs générations.

Selon Bilodeau et Turgeon, cet effet halo est empiriquement démontré, mais l'explication ou les mécanismes qui produisent ces inquiétudes demeurent spéculatifs (Bilodeau et Turgeon, 2021, p.164). Une des explications proposées par ces auteurs réside dans le concept d'ethnocentrisme. En utilisant une définition proposée par Kinder et Kam (2009), ceux-ci expliquent que les individus ont naturellement une « prédisposition à diviser le monde entre son propre groupe d'appartenance culturelle (endogroupe) et les autres groupes (exogroupe). » (Bilodeau et Turgeon, 2021, p.166) Cette division entraîne, par le fait même, une attitude plutôt négative envers les individus étant désignés comme faisant partie des groupes extérieurs par opposition aux individus appartenant au groupe d'appartenance. Dans ce sens, l'immigrant ou les citoyens issus de l'immigration peuvent être étiquetés comme étant extérieurs à cet endogroupe.

Cependant, il faut comprendre comment cette prédisposition s'active et pourquoi les gens qui vivent en banlieue seraient plus susceptibles de développer cette attitude négative. Un des éléments explicatifs est le cadrage de l'information par les médias et les élites d'une communauté (Kinder et Kam, 2009, p. 368). Concrètement, ce cadrage (cette manière de présenter les enjeux sociaux) doit mettre en place une menace ou une tension entre les intérêts d'un « nous », les Québécois francophones de descendance européenne, et un « eux », les Québécois issus de la diversité culturelle. L'inquiétude légitime ou pas présentée par certains chroniqueurs de certains médias sur l'immigration, que certains qualifient de masse, pourrait, selon nous, illustrer ce processus. En complément, certains auteurs vont évoquer

l'hypothèse de la défense du quartier, soit une réaction créée par la rapide augmentation de la présence des immigrants dans certains quartiers qui étaient traditionnellement habités par des natifs (Newman, 2013). Cette réaction peut être de nature offensive, soit par la prise de parole ou la mobilisation. Elle peut aussi se manifester par une forme d'exode, popularisée par l'expression *White flight* (Kaufmann, 2023). Selon Bilodeau et Turgeon : « les attitudes plus négatives envers l'immigration observées chez les résident·e·s de la périphérie de Montréal s'expliqueraient en partie par l'exode d'une population anciennement montréalaise cherchant à retrouver un milieu de vie plus homogène. » (Bilodeau et Turgeon, 2021, p.166).

Une autre approche pour expliquer cette attitude négative des banlieues envers la diversité culturelle a été initiée par Allport en 1954 sous le nom de la théorie des contacts (Baglioni et al., 2016). Si nous en résumons l'essentiel, c'est la qualité des contacts, et dans une moindre mesure la quantité, entre les natifs et les gens appartenant aux communautés qui est déterminante dans la perception de ces derniers par les premiers. Plus précisément, une appréciation positive de la diversité ethnique se fera lorsque les individus entretiennent des relations étroites et positives avec des personnes qui appartiennent à ces communautés. Autrement dit, lorsque nous entretenons des liens significatifs, voire d'amitié, avec un collègue de travail ou un voisin membre d'un groupe culturel différent du nôtre, notre appréciation générale s'en verra améliorée. Inversement, des contacts fréquents, mais de faibles qualités risquent de produire l'effet contraire. Dans ce sens, on comprendra que les gens vivant dans la périphérie de la métropole québécoise ont davantage de contacts avec les groupes ethniques installés que les Québécois vivant dans les régions dites éloignées, mais que ces contacts restent superficiels et avec un potentiel de connaissance faible. Cette combinaison pourrait donc expliquer cette plus grande inquiétude de ces résidents envers l'immigration. Ce principe a été étudié dans plusieurs études, mentionnons en guise d'exemple celle de Pettigrew et Tropp (2008). Ces derniers corroborent ce phénomène de réduction de l'anxiété, mais ajoutent également le développement d'une plus grande empathie envers les difficultés vécues par les membres de ces groupes.

## La religion

Lorsque nous regardons les définitions sociologiques de la religion, un premier ensemble appréhende la religion par son utilité, soit individuelle ou sociale. La religion met en place

un « système de symboles » (Geertz, 1966, p. 4) qui permet à la fois de donner du sens à des questions existentielles aux individus, mais aussi un cadre à la vie en société. D'autres auteurs mettront davantage l'accent sur la dimension « supraempirique » (Robertson, 1970, p. 47) ou à la relation des êtres humains avec un monde « suprahumain » (Spiro, 1966, p.96). Autrement dit, le religieux dans cette conception doit avant tout être compris comme la manière dont les êtres humains articulent leur vie en conformité avec un ordre surnaturel et sacré. Sans s'opposer drastiquement à ces précédentes positions, d'autres experts insistent sur un jeu entre un pouvoir charismatique fondateur et la création d'un lien social induit par un ensemble de rites et de croyances (Willaime, 2017, p. 84).

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs observateurs se questionnent sur la place des croyances et de la pratique religieuse dans les sociétés occidentales. Grace Davie (1994, p. 244) parle du « croire sans appartenir (believing without belonging) » qui caractérise la religiosité britannique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les Britanniques continuent de croire, soit d'avoir des croyances religieuses structurantes, mais ils sont moins soumis aux dogmes prescrits par les institutions religieuses officielles. Si l'on compare le champ religieux à un marché, celle-ci n'est plus un monopole contrôlé par une seule entreprise du salut. Le religieux serait un champ où se croise, d'une part, une demande où les acteurs, selon les préférences, bricolent leurs croyances et, d'autre part, d'une offre dans laquelle différents groupes proposent à leur tour différentes conceptions religieuses ou spirituelles. Cette situation n'est pas exclusive à la société anglo-saxonne. Le même processus traverse les sociétés occidentales. Dans d'autres contextes nationaux, certains auteurs parlent d'une « religiosité à la carte » (Willaime, 2017, p.121), où le consommateur possède encore le haut du pavé dans ce marché de la croyance où les traditions religieuses traditionnelles ne sont qu'une possibilité parmi tant d'autres :

Les croyances, loin d'être adoptées pour toute la vie, « s'inscrivent comme des réponses relatives, face à des besoins conjoncturels dont on sait par expérience qu'ils peuvent changer » (R. Lemieux, p.78). [...] à côté des croyances religieuses [traditionnelles], l'équipe québécoise distingue des croyances de type cosmique, des croyances renvoyant au moi et des croyances de type social, chacun de ces champs représente une façon particulière de « construire et d'appréhender le monde comme vraisemblable » (p.86) (Willaime, 2017, p. 121).

Ce phénomène est tributaire de plusieurs processus sociaux propres à la modernité. On peut penser à la différenciation fonctionnelle, soit le transfert de certaines responsabilités (éducations, santé, loisirs, etc.) auparavant dévolues aux institutions religieuses à d'autres institutions séculières, par exemple l'État (Lambert, 2000). Ce processus, en évacuant les aspects non religieux, renvoie la religion à elle-même. Autrement dit, elle tend à raviver la dimension spirituelle de la religion. Le pluralisme culturel des sociétés contemporaines vient affaiblir la position hégémonique des institutions religieuses traditionnelles, mais elle permet paradoxalement d'aider le phénomène religieux en « offrant aux individus mille façons de satisfaire leurs aspirations socioreligieuses. » (Willaime, 2017, p. 102). Pour certains, la globalisation apporte aussi des effets paradoxaux (Golebiewski, 2014). D'un côté, la globalisation apporte des échanges qui permettent aux différentes religions de se redéfinir ou réinventer leurs interprétations traditionnelles. La religion peut aussi prendre une posture identitaire, si un groupe souhaite préserver ses particularités. La religion devient un symbole culturel pour commémorer cette différence et la valoriser.

Selon une étude réalisée par Statistique Canada, 68% de la population canadienne âgée de 15 ans et plus se considère comme membre d'une affiliation religieuse (Cornelissen, 2021, p.1), 54 % de ces répondants ont déclaré que leurs croyances religieuses étaient très importantes ou assez importantes quant à leur façon de vivre leur vie. Cependant, les auteurs affirment mesurer une diminution à la fois de la pratique religieuse et des croyances religieuses. Ce déclin serait principalement attribuable aux différences observées auprès des générations plus jeunes. Les Québécois se distingueraient du reste du Canada par une affiliation à une religion plus élevée, mais aussi par une importance moins élevée aux croyances dans leur manière de vivre leur vie et dans les pratiques religieuses. Autrement dit, les Québécois s'identifient davantage comme appartenant à une religion, mais sans vraiment y croire ou la pratiquer.

Selon Jean-Philippe Perreault, professeur en sciences des religions à l'Université Laval, cette appartenance paradoxale à la religion pourrait se caractériser, du moins pour la majorité canadienne-française, comme un catholicisme culturel. On pourrait résumer cette idée par une « religiosité diffuse » et par un engagement distant envers des normes associées aux symboles de la tradition catholique, mais qui reste malgré tout présent dans « l'imaginaire collectif » de ses membres (Larose, 2022, paragr. 6). Lorsque l'on regarde plus



attentivement la situation des jeunes Québécois qui se définissent comme étant « sans religion », ce chercheur constate que plusieurs d'entre eux n'ont pas grandi dans un environnement religieux. Ils ne sont pas familiers avec ses rites et ses règles. Un autre groupe a été socialisé dans un milieu plus ou moins religieux, mais ils ont perdu pour une raison ou une autre le contact avec celle-ci. Ces individus pourraient par exemple avoir déclaré être d'affiliation catholique il y a dix ans, mais indiqué aujourd'hui être sans affiliation religieuse. De manière générale, les jeunes sont critiques envers les autorités religieuses en raison de leur incapacité de se remettre en question et d'évoluer. En revanche, ceux-ci démontrent une plus grande confiance envers le discours scientifique, vu comme une démarche rationnelle et porteuse de progrès social.

### **La radicalisation**

Ces dernières années, plusieurs recherches sur la radicalisation ont été réalisées au Québec et au Canada. Nous en présenterons quelques-unes en lien avec les jeunes collégiens pour compléter cette revue de la littérature. Dans un premier temps, il semble y avoir un consensus sur l'impossibilité de dresser un profil psychologique typique d'une personne en voie de radicalisation. Néanmoins, plusieurs facteurs de risque ont été identifiés. Les chercheurs présentent plusieurs facteurs sociaux, familiaux, et individuels qui sont fréquemment identifiés chez les individus radicalisés. Parmi les facteurs de risque au niveau social, on note, dans certains cas, un sentiment d'injustice sociale, voire une souffrance sociale qui entretient des griefs à l'égard de la société ainsi que des expériences antérieures d'exclusion sociale, de violence ou de discrimination. En ce qui concerne les facteurs de risque au niveau de la famille, on note des dynamiques familiales violentes ou dysfonctionnelles, une idéologie extrémiste chez les parents, des problèmes d'attachement, des enjeux relationnels et la présence de traumatismes non résolus. Au point de vue individuel, on retrouve chez certains individus radicalisés des enjeux ou des vides identitaires, un besoin d'appartenance (parfois le résultat d'un faible sentiment d'appartenance à sa famille), une quête de sens, et bien souvent, de la détresse ou de la souffrance psychologique (Ben-Cheikh et al. 2018).

Une autre étude montre que les garçons âgés de 19 à 24 ans qui rapportent ne pas avoir de religion, et les étudiants de deuxième et troisième générations d'immigration ont des niveaux de sympathie pour la radicalisation violente (SRV) significativement supérieurs aux autres

(Rousseau et al. 2021). Les chercheurs notent que plus le score d'estime de soi publique est élevé, plus le score de SRV est bas. Autrement dit, plus l'étudiant accorde de l'importance à l'appartenance à un groupe comme contribuant à l'estime de soi publique, moins il sympathise avec la radicalisation violente. Les relations complexes entre la SRV et les différents domaines de l'identité collective élaborés dans cette étude appuient l'idée que les problèmes d'identité et l'ostracisme exercent une grande influence dans la SRV, tant pour les individus minoritaires que pour ceux qui font partie de la majorité. Selon ces auteurs, les croyances et les attitudes radicales ne permettent pas de prédire avec certitude les actions violentes. Les programmes de prévention conçus pour la population générale, celle qu'on évalue comme non à risque de radicalisation violente - ce qu'on appelle la prévention primaire - visent à renforcer l'empathie, la complexité morale et la pensée critique, et à atténuer l'intimidation, la discrimination et l'ostracisme (Rousseau et al. 2021). Encourager l'engagement civique positif constitue également une piste de solution prometteuse. La logique derrière ces programmes de prévention n'est pas de lutter contre les croyances radicales, mais plutôt de miser sur les facteurs de protection comme le soutien social et le bien-être psychologique, ainsi que sur la promotion d'un sentiment d'être utile (sense of purpose) pour l'individu.

Des analyses plus approfondies indiquent que la dépression, et le soutien social ont chacun une influence sur les relations entre l'exposition à la violence, la discrimination et la sympathie pour la radicalisation violente (Rousseau et al. 2019). D'abord, la dépression jouerait un rôle médiateur : les étudiants qui sont exposés à la violence et qui sont victimes de discrimination ont des scores de SRV significativement plus élevés, mais ces effets s'expliquent par l'influence médiatrice des symptômes dépressifs. Par ailleurs, le soutien social se présente comme modérateur uniquement dans la relation entre la discrimination et la SRV (et non dans la relation entre l'exposition à la violence et la SRV). En fait, la relation entre la discrimination et la SRV est plus forte chez les étudiants qui rapportent avoir un faible niveau de soutien social.

Une recherche a tenté d'explorer les relations entre l'appui aux théories du complot de la COVID-19, la détresse psychologique et la sympathie pour la radicalisation violente (SRV) chez de jeunes adultes de Calgary, Edmonton, Montréal et Toronto (Levinsson et al. 2019). Les analyses descriptives montrent un résultat particulièrement préoccupant en ce qui

concerne la population de Montréal. Les jeunes adultes de cette région rapportent les scores les plus élevés de SRV, d'appui aux théories du complot et de détresse psychologique parmi les quatre régions. Les analyses de régression révèlent que l'appui aux théories du complot de la COVID-19 est significativement prédictif d'un niveau supérieur de SRV. D'autres résultats significatifs sont que les immigrants de troisième génération ou plus ont des scores de SRV plus élevés que ceux de première génération, et que les individus qui ont une éducation universitaire ont les plus hauts scores de SRV, ce qui contredit le statut « d'édentés » ou de « coucous » que certains chroniqueurs populaires utilisent encore de nos jours.

## **Méthodologie**

La technique de l'entrevue semi-dirigée a été utilisée dans le cadre de ce projet, soit des entretiens avec des questions ouvertes couvrant des thèmes déjà abordés dans une précédente recherche, mais pour laquelle la technique du questionnaire avait été privilégiée. Les intervieweurs devaient suivre les grandes lignes du schéma d'entrevue, mais avaient néanmoins la liberté d'adapter les questions au gré des échanges avec les participants. Le schéma d'entrevue fut rédigé à l'automne 2017 par un membre de l'équipe, les principaux thèmes étaient les enjeux sociaux importants, l'immigration et l'intégration des communautés issues de l'immigration, les connaissances et les perceptions des grandes religions et le phénomène de la radicalisation. Les entrevues en tant que telles ont été réalisées en deux temps, soit au mois de mai 2018 et ensuite en septembre 2018 dans les Cégeps Édouard-Montpetit, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean-sur-Richelieu. Concrètement, un membre de l'équipe qui enseigne au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu réalisa les entrevues au Cégep de Saint-Hyacinthe. Inversement, une enseignante de cet établissement avait la responsabilité d'effectuer ces entretiens à l'institution johannaise. Pour le Cégep d'Édouard Montpetit, un chercheur-gestionnaire du CEFIR s'occupa des entretiens. Malgré la présence des bureaux du CEFIR dans cette institution, comme ce dernier n'agissait pas à titre d'enseignant dans celui-ci, il n'y avait pas d'enjeux éthiques contrairement aux membres de l'équipe qui agissaient également comme professeur dans leur cégep respectif.

Après avoir lu les objectifs de la recherche et assuré l'anonymat des participants, nous rappelions que leur participation était libre et volontaire. Avec l'accord de ces derniers, les entretiens étaient enregistrés. La durée des entrevues était très variable. Les plus courtes tournaient autour de 30 minutes, les plus longues pouvaient durer approximativement 75 minutes. Les verbatims ont été rédigés par des étudiants des cégeps respectifs engagés comme assistants de recherche à l'automne 2018. Par la suite, chaque intervieweur devait faire une analyse préliminaire du corpus d'entrevues réalisées par eux. Cette analyse a été complétée lors de la session hiver 2019. Sommairement, chaque entrevue a été synthétisée dans des tableaux thématiques. Nous résumions les réponses des participants selon les thèmes prédéterminés. Par la suite, des tableaux comparatifs ont été faits pour chaque établissement. Comme son nom l'indique, l'objectif ici était de comparer les réponses des différents participants, de ressortir les convergences et les différences de leurs

raisonnements. Par la suite, une mise en commun sur l'ensemble des données était réalisée, soit les répondants des trois cégeps mentionnés plus haut. Les tableaux thématiques ont été réalisés avec Word ou Excel, soit selon les préférences des membres de l'équipe qui réalisaient l'analyse. Les tableaux comparatifs ont uniquement été réalisés avec Excel. L'analyse comparative a été confiée à un membre de l'équipe.

### Échantillonnage

43 entrevues ont été réalisées et analysées, soit 18 au Cégep de Saint-Hyacinthe, 15 au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu et 10 au Cégep Édouard-Montpetit. 16 entrevues avaient été faites à ce dernier endroit, mais nous n'avons pas jugé nécessaire de toutes les analyser. Nous jugions avoir atteint un point de saturation, les idées exprimées par les derniers entretiens exprimaient des idées déjà véhiculées dans les précédents. Il aurait été préférable de conserver 14 participants par Cégep pour détenir un certain équilibre entre les établissements. Malheureusement, l'analyse préliminaire réalisée n'était plus disponible pour les répondants d'Édouard-Montpetit, par souci d'efficacité nous avons donc privilégié celles réalisées dans les autres cégeps.

Rappelons que notre objectif de recherche n'est pas de faire des corrélations entre les caractéristiques des différents répondants et leurs points de vue sur les thèmes abordés. Cet exercice a déjà été complété dans une précédente recherche du CEFIR (Wilkins-Laflamme et al., 2018). Notre objectif est de nature qualitative, soit une visée compréhensive. Nous souhaitons comprendre le raisonnement et les justifications données par nos participants sur de grands enjeux sociaux. Quelles sont les convergences ou divergences de leur discours et comment celles-ci nous aident-elles à mieux saisir les valeurs et les préoccupations de la communauté collégiale, mais aussi de notre société en général ? Un échantillonnage aléatoire ne semblait pas nécessaire pour atteindre cet objectif. De plus, comme notre outil de cueillette était une entrevue, il est difficile de trouver un nombre suffisamment élevé de participants souhaitant s'investir dans une démarche qui pourrait prendre une heure de leur temps. Pour ces raisons, le choix d'un échantillonnage par volontaire a été le choix de notre équipe. Des messages furent diffusés dans les établissements respectifs, soit dans leur portail ou dans les écrans numériques placés à travers les Cégeps. Une adresse électronique était indiquée pour que les gens intéressés puissent communiquer avec le chercheur attiré à

l'établissement. Un rendez-vous était planifié sur les lieux du Cégep au moment convenu avec le participant.

Pour l'ensemble des entrevues analysées, 23 répondantes se désignaient comme féminines et 20 répondants comme masculins. La grande majorité étaient âgés entre 17 et 22 ans. Lors de l'analyse des verbatims, nous n'avons pas l'information sur l'âge de tous les participants du Cégep Édouard-Montpetit. Néanmoins, plusieurs ont laissé des indices clairs ou ont dit simplement leur âge lors de l'entretien. On peut donc croire qu'au moins 27 des 43 participants étaient dans cette catégorie. Nous avons cependant deux participantes pour lesquelles il était difficile de les classer dans une de nos catégories d'âge, même si nous présumons qu'elles doivent assurément avoir moins de 30 ans. Ces participantes sont des immigrantes, il est donc possible qu'elles aient eu un parcours scolaire plus atypique. Comme l'auteur de ces lignes n'a que le verbatim pour se faire une idée, nous préférons nous abstenir de les classer dans une de nos catégories d'âge. Pour les 27 que nous avons placés dans la catégorie de 22 ans et moins, ils et elles étaient tous des étudiants. Nous avons aussi cinq étudiantes âgées de 23 et 29 ans, elles s'identifiaient toutes comme de sexe féminin. Sept participants figuraient dans le groupe 30 à 49 ans. Deux étaient des étudiants, l'un masculin, l'autre féminin. Nous avons aussi trois enseignant.e.s dans ce groupe d'âge, un homme et deux femmes. Le sixième était un chercheur qui travaillait dans un groupe de recherche de l'un des établissements étudiés. Nous n'avons pas l'information sur le statut du dernier participant de ce groupe d'âge. Celui-ci a immigré au Canada en 2011. Lors de son entrevue, il ne donne pas d'indices clairs sur son occupation, il parle d'avoir suivi un cours sur les régimes politiques, mais rien n'indique qu'il a suivi ce cours comme étudiant au Cégep. Il ne parle pas aussi d'un emploi au Cégep. Pour ces raisons, nous ne pouvons lui désigner un statut particulier. Pour compléter notre échantillon, nous avons deux participantes âgées de plus de 50 ans. L'une était enseignante et l'autre avait des fonctions administratives.

La majorité des participants se désignaient comme étant athées, agnostiques ou chrétiens non pratiquants, soit 32. Quelques rares participants se sont présentés comme étant athées, mais spirituels. Trois participantes étaient de confessions musulmanes, elles étaient toutes étudiantes. Cinq s'identifiaient comme chrétiens, l'un se disait adventiste, celui qui avait immigré en 2011, et une autre évangéliste. Cette étudiante avait moins de 22 ans. Une de nos

jeunes participantes se désignait comme une personne qui était adepte du nouvel âge, soit une forme de religiosité plus individuelle à l'extérieur des institutions religieuses plus traditionnelles.

En somme, notre échantillon est relativement varié et nous semble bien représenter la population des trois cégeps étudiés. La question n'était pas explicitement posée, mais la grande majorité des participants étaient caucasiens. La plupart étaient probablement d'origine canadienne-française, mais il y avait néanmoins des personnes issues des communautés culturelles, trois d'origine magrébine, deux étaient nées aux Antilles et l'un avait immigré d'Espagne et il vivait au Québec depuis quelques années. Il est vrai que la grande majorité des répondants sont des étudiants, seulement quatre ont clairement été identifiés comme des enseignants et deux autres comme professionnels. Il sera difficile de généraliser ou de comparer les réponses de ce groupe étant donné le petit nombre de celui-ci. Néanmoins, nous croyons que notre échantillon nous permet d'avoir un éventail suffisamment large pour mieux comprendre la vision de plusieurs membres de la communauté collégiale de ces trois cégeps.

## Résumé des entrevues et analyse

En somme, les préoccupations restent variées. Néanmoins, ce qui semble le plus toucher les membres de la communauté collégiale concerne le thème large du « vivre-ensemble ». Que cette préoccupation se traduise par des discriminations subies par des minorités culturelles ou par des injustices perçues envers la majorité, la manière que les droits et les libertés sont négociés dans l'espace public est ce qui touche le plus grand nombre. Nous ne pouvons pas associer un positionnement clairement à gauche ou à droite sur l'ensemble de la communauté. Nous pouvons même dire que certains semblaient avoir une sensibilité de gauche pour certains thèmes, mais plus à droite pour d'autres enjeux. La prochaine partie abordera plus spécifiquement la vision de l'immigration des participants. Nous verrons que leurs visions ne sont pas ici encore monolithiques.

### 1- Tableau des principaux enjeux soulevés par les participants.

Enjeux plus associés à la gauche	Enjeux ni nécessairement à droite ou à gauche	Enjeux plus associés à la droite *
Racisme ou préjugés envers minorités (12)	Services publics (santé, éducation, etc.) (7)	Gestion et cohabitation de la religion. (7)
Manque de ressources pour immigrants (1)	Question nationale ou souveraineté (2)	
Sexisme et harcèlement sexuel (2)	Économie (1)	La liberté d'expression (2)
Environnement (6)	Préjugés envers pédophiles abstinentes. (1)	
Néolibéralisme et inégalités économiques (2)	Relations froides et perte de la famille (1)	L'immigration comme menace (2)
	La perte du religieux (2)	

Voici un tableau qui résume les différentes préoccupations exprimées par les participants. Il serait abusif de prétendre que les gens ayant exprimé ces inquiétudes sont nécessairement à gauche ou à droite sur l'échiquier politique. En effet, certains répondants, pour lesquels nous avons associé leurs préoccupations à la droite, ont semblé aussi exprimer des points de vue que nous pouvons également associer à la gauche. S'il est vrai que les lignes entre ce qui



distingue la gauche et la droite semblent s'effriter ou, pour reprendre les mots de Corcuff (2020), exprimer une grande confusion, nous pouvons néanmoins prétendre que certaines de ces préoccupations sont surtout mises de l'avant par des groupes qui s'identifient ou sont identifiés à ces pôles politiques. Certains pourraient s'opposer et indiquer que la gestion et la cohabitation de la religion ne correspond pas un enjeu associé à la droite ou la gauche. Sans rejeter cette position, le discours défendu par ces répondants, possède une concordance avec une vision que l'on peut associer à une laïcité plus stricte ou une approche qui défend ce que certains nomment l'universalisme. Si cette position n'est pas clairement identifiée à la droite traditionnelle, elle demeure un discours qui tend à s'opposer à ce que ses défenseurs désignent par les « dérives du wokisme ». Cette dernière étiquette est indiscutablement associée à la gauche.

Les éléments placés dans la colonne de gauche peuvent également être matière à discussion. Ceux-ci ont été placés dans la mesure où nous ne pouvions assumer clairement la position politique sur l'axe gauche-droite de ces préoccupations. La qualité ou les coûts des services publics nous semblent être une préoccupation partagée par un large spectre de la population. Évidemment, selon les allégeances politiques, certains proposeront des solutions plus à gauche ou à droite, mais les répondants n'ont pas suffisamment développé leur pensée pour que nous puissions les classer sur cet axe.

### **Sur l'immigration**

Nous avons questionné plus spécifiquement les répondants sur l'immigration et les communautés culturelles au Québec. Évidemment, il est possible que les participants soient plus sensibles au biais de désirabilité sociale, soit une tendance reconnue de vouloir donner une image positive de soi (Crowne D. et Marlowe, 1960). Ce biais peut être activé selon le type de questions posées et la présence d'un enquêteur. Le sujet de l'immigration étant un sujet sensible et la présence d'un ou une intervieweur.e peut certainement venir activer cette disposition. Évidemment, l'immigration a été un sujet préalablement mentionné comme un enjeu important lors de la première question. Il est donc inévitable que certaines idées soient à nouveau mentionnées.

Au-delà de cette mise en garde, il apparaît que l'immigration constitue pour la majorité des participants un enjeu social important. Cependant, la manière de voir ou d'appréhender ce

défi est vue différemment selon les personnes interrogées. Pour synthétiser l'ensemble de ces réponses, nous avons catégorisé les répondants en trois grands groupes, soit 1- *Critique envers l'immigration*, 2- *Critique envers les ressources d'intégration*, 3- *Critique envers l'attitude de certains Québécois*. Rappelons que ces groupes ne sont pas mutuellement exclusifs. Certains répondants peuvent certainement être d'accord avec les énoncés de chaque catégorie, soit que l'immigration entraîne des tensions sociales et que ces tensions peuvent être source d'une préoccupation légitime de la société d'accueil (1), qu'il manque des ressources pour aider l'intégration des immigrants (2) et que certains ont des préjugés qui causent un préjudice direct auprès des communautés culturelles vivant au Québec (3).

Si nous revenons à notre premier groupe, l'immigration constitue en soi un défi, plus particulièrement l'intégration des immigrants et leur capacité à se fondre à la culture ou au mode de vie québécois. Comme mentionné plus haut, on peut qualifier cette position comme critique envers l'immigration. Nous retrouvons évidemment les deux mêmes répondants ayant soulevé cette préoccupation comme principal enjeu. Ceux-ci avaient parlé de l'immigration comme une menace pour le Québec. D'autres participants ont également énoncé un discours plutôt critique envers les immigrants et leur volonté de s'intégrer, comme l'entrevue # 3 du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu :

« [J]e trouve que le gouvernement [n']est pas assez strict sur l'intégration, c'est-à-dire que les gens viennent ici, puis ils peuvent amener tout leur bagage, puis ils [ne] sont pas obligés, plus ou moins obligés, de s'adapter [...] y'en a beaucoup qui [ne] réussissent pas à s'intégrer parce qu'on leur demande pas. »

Au total, nous avons dénombré 9 participants qui ont exprimé une critique plutôt forte. Il ne faut pas cependant, classer ces répondants, du moins tous, comme des gens anti-immigrations, voire xénophobes. L'un d'eux était lui-même immigrant. Provenant d'un pays de l'Europe, il doit comprendre la crainte de certaines personnes envers l'immigration. Il parle de la peur de se sentir étranger dans son pays. Sa réflexion est aussi le fruit de son expérience dans son pays d'origine qui doit aussi composer avec cet enjeu. Peut-être, étant lui-même immigrant, il ne craignait pas d'exprimer le fond de sa pensée. Ainsi, il affirme (Entrevue Montpetit # 6) :

« Je trouve que personne ne t'a obligé à venir [...] Si tu viens ici, tu viens volontiers, volontairement. Pourquoi est-ce que tu critiques aussi fortement avec une certaine, *not* haine, mais

avec un gros mépris pour les choses, on pourrait dire les valeurs canadiennes, la façon de vivre au Canada ? »

Nous pouvons ajouter, à la marge, un autre groupe au précédent. S'il est vrai que leurs discours étaient plus nuancés ou mitigés, nous notions également une certaine réserve envers l'immigration et surtout l'impact de celle-ci sur la culture ou la sauvegarde de la langue française au Québec. Nous pouvons penser à l'entrevue #6 et # 12 du Cégep de Saint-Hyacinthe qui ont exprimé ces préoccupations, mais qui, d'autre part, ont exprimé une grande ouverture envers les gens issus de l'immigration :

« y'a une préoccupation que notre culture traditionnelle à nous est tout simplement tassée, mise de côté. Par exemple, c'est très difficile d'entrer dans un restaurant [à Montréal] puis de se faire dire « hello » au lieu de « bonjour ». [...] ça me préoccupe beaucoup honnêtement » (Entrevue # 12).

Nous avons classé huit répondants dans cette catégorie. D'autres répondants (11) partagent cette préoccupation de l'intégration, mais la responsabilité semble être mise davantage sur le manque de ressources octroyées à cette intégration ou au manque de reconnaissance des diplômes. Nous pouvons désigner ce groupe *comme critique envers les ressources d'intégration* :

**Est-ce que tu penses que l'intégration des immigrants est un problème actuellement pour la société québécoise?**

[...]

Un problème... Non, mais on devrait plus les aider... Parce que j'ai vu dernièrement dans mes cours de politique, justement, on commence à couper dans des écoles qui apprenaient le français à ceux qui arrivaient, pour économiser, écoute, 2-3 millions... C[e n'] est rien au final... Pour moi, c'est une très mauvaise idée, puis, au contraire, plutôt que de couper, on devrait les aider (Entrevue Saint-Jean-sur-Richelieu # 13).

Si ces personnes reconnaissent que l'intégration est une épreuve pour les immigrants, celle-ci n'est pas attribuable à un manque de volonté ou d'engagement de leur part, mais simplement une reconnaissance des difficultés de réapprendre une langue, un mode de vie, une manière d'agir et de vivre qui peuvent être éloignés de ce que nous avons déjà appris. Selon l'entrevue # 14 du Cégep Saint-Hyacinthe, l'émigration est une épreuve difficile, elle parle de l'expérience d'une amie qui a dû quitter son pays d'origine en raison d'un conflit. Après un long parcours, elle est arrivée au Québec, mais si elle se dit reconnaissante, le

déracinement constitue une épreuve pour laquelle notre répondante se montre empathique : « Tu sais, eux autres, il faut qu'ils *give up*, qu'ils fassent comme « ah, je vais rester ici pour toujours, même si tout me manque là-bas puis que je peux plus y retourner ». Tu sais, c'est vraiment un *feeling* affreux. »

Un autre groupe (9) est davantage préoccupé par l'attitude ou le manque d'ouverture de certains Québécois envers les immigrants. On pourrait nommer ce groupe comme critique envers l'attitude de certains Québécois. Ces individus ne dédouanent pas le devoir des immigrants de s'intégrer. Bien au contraire, tous les répondants, ceci inclut les participants issus de l'immigration, croient que les immigrants doivent fournir des efforts sincères d'intégration. Ces efforts ne sont cependant pas synonymes d'assimilation. L'entrevue # 9 du Cégep de Saint-Hyacinthe exprimait l'idée que l'intégration va dans les deux sens. Pour pouvoir s'intégrer, il faut sentir qu'on accepte notre différence. Notons que cette participante était originaire des Antilles, mais ce point de vue n'était pas exclusif à celle-ci. Ceux qui se questionnent sur ce manque d'ouverture parlent d'expériences personnelles ou celles d'une personne proche d'eux qui aurait subi une forme de préjudice en lien avec leur apparence. Une des répondantes (Entrevue Édouard-Montpetit # 10) raconte :

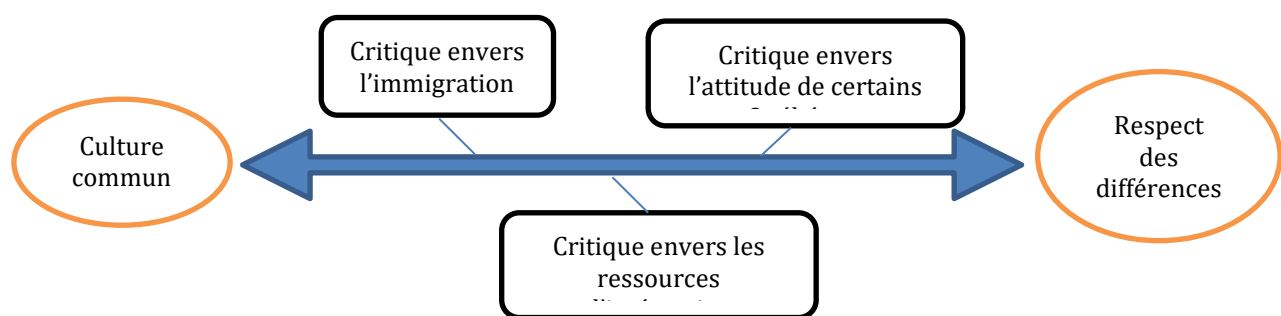
« Je veux dire, j'étais plus québécoise qu'eux techniquement, donc... C'était juste drôle de me faire tout le temps insulter parce que ma couleur de peau était différente. Donc, ça, j'ai toujours remarqué ça, puis même ma mère, qui était basanée, était très raciste sur les immigrants arabes, tout ça. »

Nous pouvons ajouter à cette dernière catégorie quatre autres participants. Ceux-ci ont plutôt présenté un discours positif sur l'immigration. Pour certains, c'étaient les bienfaits qu'apporte la diversité dans une société, d'autres exprimaient un point de vue plus économique, soit en lien avec la pénurie de main-d'œuvre. Nous avons hésité à les mettre dans une catégorie distincte. Néanmoins, après réflexion, il a semblé adéquat de joindre ces participants au groupe critique envers l'attitude de certains Québécois. D'une certaine façon, leur position plutôt favorable semblait refléter une réaction à une position jugée négative de l'immigration telle que perçue, par exemple dans certains médias. L'entrevue # 15 de Saint-Jean-sur-Richelieu que nous avons inclus dans ce groupe exprimait son point de vue en réfutant l'idée d'une islamisation de la société québécoise : « Je pense que la plus grosse peur des Québécois, c'est qu'on devienne, c'est qu'on se transforme, en communauté musulmane puis ça [n']arrivera pas. ». On pourrait paraphraser leur vision par l'idée que

l'immigration ce n'est pas parfait, mais c'est la peur de l'immigration qui est le vrai problème. Dans ce sens, cela concorde avec notre dernière catégorie.

Rappelons que la typologie présentée n'est pas de nature quantitative ou descriptive. Son but premier n'est donc pas de classer les points de vue dans des catégories distinctes et exclusives les unes des autres ou encore de mesurer l'impact de telle variable sur telle opinion. L'objectif ici reste de faire ressortir les différents points de vue et de tenter de comprendre leur articulation pour appréhender les divergences et les concordances sur cet enjeu. N'oublions pas que nous sommes dans une démarche qualitative. Il en ressort que l'immigration est un enjeu pour les membres de la communauté collégiale. Si certains s'inquiètent de l'impact de cette immigration sur la culture ou la pérennité du français, plusieurs autres sont sensibles aux préjugés et aux préjudices que peuvent vivre les gens issus des communautés néo-québécoises. La majorité n'est pas contre l'immigration, mais se questionne sur la capacité d'intégration de la société et surtout des moyens donnés aux nouveaux arrivants pour réussir celle-ci. Il pourrait y avoir une tension entre le désir de vivre dans une société avec une culture et une langue commune forte, mais dans le respect des différences et des droits des individus. Sans avoir de réponse sur ce que devrait être ce juste équilibre, l'analyse des différentes entrevues laisse croire que la particularité des différentes trajectoires individuelles des participants vient teinter leur position dans ce continuum.

## 2- Figure sur les positions sur l'immigration énoncées par les participants.



### Sur la religion en général

Nous avons demandé aux répondants ce qu'ils pensaient de la religion, les éléments qu'ils jugeaient positifs et négatifs. Plusieurs ont mentionné une position plutôt positive de la religion (15). La plupart de ces personnes se désignaient comme un membre d'une confession religieuse reconnue. Il y avait, entre autres, trois répondantes s'identifiant comme

musulmanes, certains s'identifiaient comme chrétiens, certains précisaient le catholicisme, souvent comme non pratiquant. D'autres se sont identifiés comme chrétiens, mais n'ont pas spécifié de branche spécifique. Un répondant s'est présenté comme un évangéliste et un autre comme adventiste. Un jeune étudiant (Entrevue Saint-Hyacinthe # 6) s'est même présenté comme un chrétien miaphysite<sup>1</sup>. Il est à noter que deux répondantes ne se sont pas identifiées à une des grandes religions, l'une (Entrevue Édouard-Montpetit #1) avait une vision très nouvel âge ou ésotérique de la spiritualité. Une autre se définissait à la fois comme athée et spirituelle (Entrevue Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu # 7). Nous reviendrons plus loin sur leurs points de vue de la religion. Ces répondants n'étaient pas crédules devant le fait religieux. Par exemple, notre répondante qui se définissait comme athée et spirituelle croyait que ce n'était pas la religion en tant que telle qui était un problème, mais l'utilisation qu'en font certains croyants.

### 3- Tableau sur la vision des répondants sur le phénomène religieux.

<b>Visions Cégep</b>	<b>Positive</b>	<b>Neutre ouverte</b>	<b>Mitigée</b>	<b>Critique</b>
<b>Édouard-Montpetit</b>	M1, M3, M4	M2, M7	M9, M10	M5
<b>Saint-Hyacinthe</b>	H1, H3, H6	H2, H7	H4, H5, H6, H8, H10, H11, H13, H14	H15
<b>Saint-Jean-sur-Richelieu</b>	S3, S4, S5, S7, S9, S12, S16	S1, S11, S13	S1, S6, S10, S17, S18	S8, S17

Un autre groupe, que nous avons appelé Neutre ouvert, n'était pas religieux ou croyant, mais semblait trouver une certaine beauté ou utilité au fait de croire ou d'avoir la foi. On peut regrouper huit répondants dans cette catégorie. La prochaine catégorie regroupe les individus (15) avec une vision mitigée de la religion. Ceux-ci reconnaissaient des aspects positifs au phénomène religieux, comme la possibilité d'offrir un sens aux croyants ou de favoriser la cohésion sociale, mais ils exprimaient aussi en retour une réserve importante. Certains notaient le risque d'exacerber les tensions sociales dans un contexte pluri-religieux, voire de

<sup>1</sup> À notre connaissance, il n'y a pas de communauté de chrétien qui se définisse comme miaphysite au Québec en tant que telle. On pourrait argumenter qu'il y a une communauté copte au Québec. Ceux auraient une doctrine conforme aux thèses miaphysites. Cependant, le jeune ne semblait pas avoir une origine égyptienne et se disait suivre ses propres conceptions de la religion.

généraliser des conflits sociaux ou armés. D'autres notaient l'aspect contraignant et anachronique de certaines croyances religieuses qui briment les droits et libertés des individus :

« si on parle du point de vue des droits, des droits universels, des droits fondamentaux de l'homme, je trouve qu'il peut y avoir plusieurs choses négatives là-dedans. Ça peut brimer certains droits [...] je pense aux femmes musulmanes qui ont beaucoup moins de droits dans certains pays. [...] Si je pense, les castes en Inde, par exemple. Ça je trouve que ça brime les droits des gens (Entrevue # 11 Cégep de Saint-Hyacinthe) ».

Nous avons désigné le dernier groupe par la qualification de Critique. Nous aurions pu simplement les étiqueter par la notion de Négative. Ceux-ci se distinguent du précédent groupe surtout par un point de vue très sévère envers la religion. Seulement quatre participants ont été catégorisés dans ce groupe. L'entrevue # 15 du Cégep Saint-Hyacinthe illustre très bien cette position :

- **Pour vous, la religion, c'est quoi? Sans nécessairement en cibler une, c'est-tu positif, c'est-tu négatif?**
- Pour moi c'est négatif.
- **Pourquoi?**
- J'ai adoré mes cours de philo, fait qu'on en a vu plusieurs religions. Puis, pour moi, de la religion, c'est du contrôle.
- **C'est du contrôle. Ok. Voulez-vous développer là-dessus? Pourquoi vous dites ça?**
- Bein, regardez les catholiques, c'était de contrôler les femmes, c'est de contrôler les naissances, euh... Dans un film qu'on a écouté, les catholiques tapent sur les juifs, les juifs tapent sur les catholiques, c'est ça, c'est n'importe quoi.
- [...]
- **[E]st-ce qu'il peut y avoir quelque chose de positif dans la religion? Ou c'est juste négatif?**
- Je [ne] vois pas grand-chose de positif là-dedans, à part les journées de congé [rires], encore.

Ces répondants acceptent cependant l'idée que tous ont le droit de croire en ce qu'ils veulent, mais ils croient inappropriés l'expression des croyances religieuses dans l'espace public. Elle peut être au mieux utile pour les simples d'esprit ou les gens n'ayant aucun esprit critique. Ces répondants disent que la religion doit rester dans le privé, mais cet espace semble se confiner au domicile du pratiquant. La religion est tolérée si le croyant ne partage pas ses croyances avec eux. Un répondant utilise même une métaphore du pénis pour illustrer son point :

« Tu sais, il y a une phrase qui dit « les croyances c'est un petit peu comme un pénis ; si tu le gardes pour toi c'est correct, mais viens pas le mettre dans ma face » [rires]. [...]. Si tu l'utilises pour justement [pour] être capable de te tenir à quelque chose quand c'est difficile *alright*. Tu peux croire en-dedans [...], mais viens pas cogner à ma porte « hey, veux-tu rejoindre notre groupe ? ». Ça non » (Entrevue Édouard-Montpetit # 5).

S'il est vrai que la plupart des participants semblaient reconnaître que la religion répond à des questions d'une autre nature que celles répondues par la science. Malgré leurs différentes positions dans notre typologie, certains manifestaient un marqueur identitaire dans une conception plus scientiste ou dans la défense d'un esprit critique. La religion était tolérée, voire belle dans son expression, mais elle restait néanmoins comme un stade de la pensée moins avancé, qui avait jadis une utilité sociale, mais qu'il serait préférable de remplacer par une conception plus scientifique de notre rapport au monde.

Plusieurs ont mentionné être plus spirituels que religieux, même ceux reconnaissant une filiation avec une des grandes religions. Ceux s'identifiant fortement à une religion ont tous mentionné que leur relation à leur religion est une relation personnelle. Tous ces participants ont présenté une distance critique envers les dogmes religieux. La religion pour eux est vue comme un guide pour prendre de bonnes décisions dans leur vie, mais elle n'est pas un manuel d'emploi que le croyant doit suivre aveuglément. Malgré la diversité du sentiment religieux des répondants, celles qui s'identifiaient comme musulmanes comme ceux se présentant comme athées, plusieurs ont exprimé une opinion favorable à une démarche désignée comme plus spirituelle dans laquelle le croyant s'investit dans une relation avec une force supérieure. Dans ce sens, tous semblaient critiques envers un pouvoir religieux qui impose des normes strictes aux croyants et qui parfois sont jugées anachroniques et dysfonctionnelles. Mentionnons que ces critiques provenaient aussi des trois répondantes musulmanes qui se montraient très critiques envers certains coreligionnaires, surtout en ce qui concerne les relations hommes-femmes.

On pourrait associer cette manière de voir la religion à une conception libérale, c'est l'individu qui détermine sa relation à Dieu. On peut reprendre l'image de la « religiosité buffet » où le croyant ne veut pas recevoir une croyance institutionnalisée et imposée. Ce dernier souhaite davantage choisir les croyances qui lui conviennent dans les différentes offres religieuses existantes. Plusieurs expriment une recherche de liberté ou une démarche



spirituelle sans contraintes où le participant peut sortir de sa routine matériel ou technologique. Le témoignage d'une étudiante au Cégep de Saint-Hyacinthe était très intéressant sur ce point de vue. Elle se présentait comme athée, mais trouvait stimulant le paganisme et le wicca. Elle exprimait davantage un besoin d'éveil spirituel que pouvait lui offrir ce courant religieux qu'une réelle soumission à un code religieux :

« Bein, ce qui est important, c'est que ce [n']est pas une religion, ça [ne] va jamais l'être. [...] C'est un mouvement spirituel parce que tout le monde l'interprète de la façon qu'ils veulent l'interpréter. Fait que c'est pour ça... Puis, tu sais, ça [ne] peut pas être strict, ça [ne] peut pas être, comme... Parce que justement, tu l'interprètes de la façon que tu veux » (Entrevue # 14).

Un constat que nous pouvons faire ici et qui semble être structurant dans le discours de l'ensemble des répondants, et ceci pas seulement pour la religion, mais pour l'ensemble des règles régissant les relations sociales, est le principe du Vivre et laisser vivre. Tous semblent valoriser la liberté. L'individu a le droit de croire en ce qu'il veut et les contraintes qu'ils souhaitent se mettre doivent l'être de son propre arbitre. Dans ce sens, tous semblent confortables avec l'idée que la liberté des uns s'arrête où commence celle des autres. Les répondants vont donc accepter la liberté de croyances ou de religion tant et aussi longtemps que ces croyances ou pratiques religieuses ne sont pas perçues comme étant imposées aux autres. La liberté de croire est permise, mais pas le prosélytisme. Cependant, cette limite ou balise reste relative. Pour certains, l'expression du religieux dans l'espace public, comme nous l'avons vu plus haut, peut être perçue comme une forme d'imposition. Nous verrons que ce principe nous permettra plus tard de mieux comprendre la perception des répondants sur le phénomène de la radicalisation.

### **Connaissances et perceptions de trois grandes religions**

Nous avons demandé aux participants de nous dire ce qu'ils connaissaient des trois grandes religions monothéistes, soit le christianisme, le judaïsme et l'islam. En matière de connaissances factuelles ou déclaratives, l'ensemble des répondants semblent avoir un niveau de connaissance plutôt faible. Évidemment, les gens qui pratiquent et s'identifient à une religion possèdent généralement une bonne connaissance de leur religion, mais pas nécessairement des autres traditions religieuses. Il semblerait que plus les gens ont une vision négative de la religion, plus leur connaissance est faible. Si les répondants ont une personne qui pratique une religion dans leur entourage, ils pourront s'intéresser à cette pratique

religieuse. Certains répondants ont démontré une bonne connaissance du bouddhisme ou de l'islam dans ces conditions.

Au niveau des perceptions des grandes religions, leur appréciation suit habituellement la perception générale de la religion des répondants exprimée plus haut. Ceux qui avaient une vision plutôt négative de la religion auront par le fait même une perception plutôt négative des trois grandes religions. L'inverse est généralement vrai aussi. Notons que plusieurs répondants associaient les communautés juives à la communauté hassidique. Ceux-ci ne représenteraient qu'environ 16 % de la population de confession juive de la région de Montréal (Boutros, 2023).

Dans ce sens, plusieurs des répondants remettent en question leur désir d'intégration ou d'interaction avec les autres communautés :

« C'est une communauté qui semble être [...] être refermée sur elle-même, en tout cas c'est une perception là, mais... Encore les juifs qui sont très très pratiquants sont très très refermés, ils sont autosuffisants même. [...] En tout cas, au niveau de l'intégration c'est plus difficile » (Entrevue Saint-Jean-sur-Richelieu # 8).

Plusieurs répondants ne se sont pas prononcés, non en raison d'une opinion neutre, mais plutôt par le fait qu'ils avouaient ne pas connaître assez cette communauté pour exprimer une opinion. Néanmoins, cette attitude d'auto-exclusion ou ce refus d'intégration était jugé négativement pour la plupart des répondants.

Le cas de l'islam est intéressant. Plusieurs reconnaissaient que cette religion était stigmatisée et que les membres de cette communauté pouvaient ainsi être discriminés. Plusieurs ont parlé de la mauvaise image véhiculée par les médias sur l'islam et les musulmans. Sur l'ensemble des participants, 17 ont explicitement exprimé cette inquiétude lorsque nous leur avons demandé de nous parler de l'islam en général et de la communauté musulmane en particulier. Évidemment, la majorité des douze participants qui avaient évoqué que les préjugés et la discrimination étaient un enjeu important pour eux ont à nouveau mentionné cette crainte, soit 9 sur 12. Deux ont plutôt choisi de parler positivement l'islam. L'un (Entrevue #6 du Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu) avait un ami en haute estime qui était musulman. La relation qu'il entretenait avec cet ami et sa famille ont certainement influencé sa vision de cette religion : « Bein, moi je les adore. J'ai des relations avec elles, avec une personne en

particulier, fait que c'est sûr que mon... C'est beaucoup d'affection. » L'autre répondante qui avait une opinion positive, également étudiante au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu #16, distinguait la religion en tant que telle et certaines composantes culturelles, comme les relations hommes-femmes. La dernière répondante (Entrevue Édouard-Montpetit #9) a présenté une opinion plutôt neutre sur l'islam.

En revanche, 13 répondants ont indiqué certaines réserves face à cette religion et huit ont exprimé une vision plus négative de celle-ci. La frontière entre ces deux catégories n'est pas toujours étanche. Certains émettaient des critiques plutôt sévères envers certains croyants ou certaines croyances, mais acceptaient l'idée que tous, voire la majorité, ne se comportaient pas d'une manière trop dogmatique ou intransigeante. Rappelons l'idée exprimée à la précédente partie, concernant la religion : une démarche spirituelle dans laquelle l'individu s'investit librement est perçue positivement par la majorité de nos répondants. La religion peut servir de guide pour inspirer l'individu, mais ne peut pas se substituer à son libre arbitre. Inversement, lorsqu'une religion semble imposer des normes à ses fidèles, une plus grande appréhension se fait sentir. Pour certains de nos participants, l'islam est davantage propice à imposer des contraintes jugées excessives. L'entrevue # 6 du Cégep Édouard-Montpetit illustre cette idée. Pour ce répondant, il existe une plus grande pression de la part de la communauté pour que le croyant agisse selon les règles religieuses admises. Une personne qui refuse de suivre ces contraintes ne sera pas jugée comme un « bon musulman » :

« Un chrétien [ne] dirait pas à un autre chrétien qu'il est moins chrétien parce que le vendredi il mange de la viande. Mais j'ai entendu parler de musulmans, je me souviens maintenant d'un ami tunisien, dont toute la famille disait tout le temps, quand ils parlaient avec lui, « on va voir quand tu reviens vers l'Islam, on va voir quand tu te souviens de tout ça », parce qu'ici on vit un peu à l'occidentale, ça prend de la bière, il faisait ça et tout. Et c'est comme « non, parce que nous on fait ça, parce que nous nous sommes [pas] comme ça ».

Cependant, les critiques envers l'islam ne se limitaient pas seulement à cette entrave à la liberté individuelle. Pour quelques-uns, l'islam était vu comme un obstacle à l'intégration. Si pour la plupart, cette difficulté est davantage associée à toutes pratiques religieuses rigoristes, au moins trois répondants ont présenté explicitement l'islam comme plus incompatible avec la culture occidentale :

« contrairement au christianisme puis au judaïsme qui ont quand même assez évolué dans certains pays [étant donné] que le christianisme puis le judaïsme ça été pas mal dans la civilisation occidentale, ça c'est beaucoup plus adapté à la vie d'aujourd'hui contrairement à l'Islam » (Entrevue Saint-Hyacinthe # 5).

Une répondante a affirmé que l'islam n'aime pas les femmes (Entrevue Saint-Jean-sur-Richelieu # 9). Cette opposition entre une vision plus égalitaire des rapports hommes-femmes associés à l'Occident et d'une vision où la femme est perçue comme inférieure vient accentuer cette perception. Le voile est à l'occasion présenté comme une manifestation de cette inégalité perçue de l'islam. D'autres ont exprimé une irritation envers les accommodements raisonnables demandés par les musulmans. L'interview # 8 du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu a affirmé :

« Et y'a une autre partie, un pourcentage quand même qui devient de plus en plus important, qui s'en vient chez nous pour conquérir, moi je vous dirais. Conquérir des gens, nous amener vers leur religion... Et j'ai, ça c'est une perception, c'est vraiment une perception, j'ai l'impression que ces gens-là se sentent au-dessus de tout, au-dessus de tous les gens qui ne sont pas de leur religion. »

Cette double caractéristique, soit une religion trop contraignante envers ses membres et qui impose aussi ses croyances ou pratiques aux autres, est ce qui rend l'islam suspect aux yeux de certains. Néanmoins, tous reconnaissent, du moins lors d'entretiens, que tous les musulmans ne sont pas ainsi. Si pour notre répondant plus haut, un « bon musulman » pour cette communauté est celui qui suit scrupuleusement les règles de sa religion, le « bon musulman » pour plusieurs des répondants est celui qui n'affiche pas sa religion et ne demande aucun accommodement.

#### 4- Tableau croisé perception de l'islam et perception de l'immigration.

Perception de l'immigration					
Perception de l'islam	Positive	Critique envers Qc	Critique : ressources	Mitigée	Négative
Positive		3	3 (3)	1	
Stigmatisé	4 (1)	3 (1)	8 (4)	3	
Mitigée	2 (1)	1 (1)	2 (1)	3	3
Négative			2		6

Lorsque nous indiquons la position des répondants dans un tableau qui croise les variables Perception de l'islam et Perception de l'immigration, nous constatons un lien relatif entre les deux. Évidemment, nous ne parlons pas de lien de causalité, mais ceux qui avaient exprimé une position négative ou très critique envers l'immigration, soit la colonne de droite du tableau, ont en majorité formulé une position négative de l'islam. Le tiers a présenté une position mitigée de l'islam. Aucun ne présente une vision positive ou ne s'inquiète de la stigmatisation de membres de cette communauté. Cela ne veut pas dire que tous refusent de croire que certains subissent des préjugés en raison de ces images véhiculées dans l'espace public. Néanmoins, ce n'est pas cette situation qui les préoccupe lorsqu'ils parlent de l'islam. Ce qui transparaît des discours de ces répondants est une peur ou une crainte de perdre leur culture ou la spécificité culturelle du Québec, certains ont même des amis qui appartiennent à la communauté musulmane. Ceux-ci manifestent surtout un désir de revaloriser leur héritage culturel :

« Y serait temps que certains Québécois [...] finissent par dire « non, on va la conserver notre culture, si je suis chrétienne puis j'ai le goût de porter la croix, je vais la porter, puis si j'ai envie de porter ma ceinture fléchée je vais la porter, ça fait partie de ma culture » (Entrevue Saint-Jean-sur-Richelieu # 9).

Notons que même si notre échantillon est trop peu nombreux pour en tirer des conclusions trop fortes, trois des six répondants de la cellule qui croisait la catégorie perception négative de l'islam et de l'immigration était des femmes plus âgées que la moyenne de nos répondants, les trois autres étaient des jeunes hommes en bas de 20 ans. L'une d'entre elles était une professionnelle, l'autre une enseignante. Elle avait plus de 50 ans. L'autre femme était une étudiante, mais elle avait plus de 30 ans. La grande majorité de nos répondants sont en deçà de la vingtaine ou dans le début de la vingtaine. Si nous regardons également les caractéristiques de trois répondants qui avaient une vision négative de l'immigration et mitigée de l'islam, nous constatons qu'une de ces répondantes est aussi une enseignante, ayant plus d'une trentaine d'années, et qu'une autre est une étudiante, mais qui était dans la fin de la vingtaine. Autrement dit, la majorité des femmes les plus âgées de notre échantillon se retrouve dans le coin inférieur droit de notre tableau.

Notons également qu'une majorité de personnes ont mentionné, soit une vision positive de l'islam ou une inquiétude concernant l'image ou les stéréotypes véhiculés envers cette

communauté. Précisons que les chiffres entre parenthèses dans le tableau signifient que des participants ont été comptabilisés dans deux cases. Plus précisément, plusieurs des répondants qui ont indiqué avoir une inquiétude concernant la stigmatisation vécue ont aussi donné une vision soit positive ou mitigée de l'islam. Pour rester fidèles à leur propos, nous avons comptabilisé leurs réponses dans deux cases. Concrètement, pour les quatre personnes qui ont exprimé des craintes liées aux stigmates, trois d'entre elles ont aussi exprimé un point de vue positif de l'islam et l'une d'elles un point de vue mitigé.

L'ensemble de ces données restent concordantes avec ce que nous avons écrit dans les précédentes parties. Les religions et l'islam en particulier restent tributaires d'une réflexion sur le « vivre ensemble ». Les individus souhaitent protéger les libertés individuelles et vivre dans une société ouverte à la différence. Si tous semblent accepter cette idée, certains se questionnent sur l'intransigeance réelle ou exagérée de certaines communautés ou de certains croyants. Ceux-ci craignent à leur tour que cette intransigeance vienne brimer la liberté de certains individus ou de créer des iniquités entre des individus. Par exemple, par les demandes d'accommodements raisonnables perçus comme des privilèges. Pour d'autres, ces craintes ne sont pas justifiées et elles se traduisent par un ensemble d'amalgames qui, à terme, causent des préjudices à certaines minorités. Ces préjugés et étiquettes péjoratives nuisent selon eux à leur intégration sociale et, par le fait même, au développement d'un sentiment d'appartenance à la société.

## La radicalisation

Différentes questions ont été posées sur le phénomène de la radicalisation aux participants : quelle est leur définition de ce phénomène, quels sont les facteurs ou le profil des gens radicalisés, est-ce que les radicaux ont une pensée cohérente, est-ce que la radicalisation peut être positive, etc. ? L'analyse des résultats montre une relative cohérence entre les différentes réponses des répondants. Contrairement aux précédentes parties, nous allons davantage chercher à ressortir ce qui est commun sans catégoriser le discours des différents participants. Nous verrons que certaines idées qui structurent la compréhension des participants au phénomène de la radicalisation sont similaires à celles qui nous aident à comprendre leur point de vue sur la religion. Avant d'aborder ces points, mentionnons que nous avons demandé si le terrorisme était un enjeu important au Québec ? Tout en reconnaissant que le

Québec n'est pas à l'abri de nouveaux attentats, aucun participant n'a jugé que le terrorisme est une menace importante ou un enjeu prioritaire, du moins au niveau local ou national. Cependant, certains croient qu'il est important de faire de la prévention. Bien sûr, pour éviter des drames potentiels, mais principalement pour assurer une meilleure intégration des gens jugés vulnérables ou à risque.

Un élément récurrent des réponses obtenues est de comprendre la radicalisation comme un désir d'imposer ses croyances ou ses valeurs aux autres : « [ce sont] des gens qui [...] pensent une chose, puis ils disent « c'est ça qu'on fait, les opinions des autres, ça [ne] marche pas, puis, ce que je fais, c'est ça, puis je [ne] changerai pas d'idée, puis c'est la bonne chose » (Entrevue Saint-Hyacinthe # 8). Cette imposition n'est pas toujours synonyme de violence, mais il semble que pour nos répondants la figure type du radicalisé est celui qui accepte le recours à la violence politique pour atteindre ces fins : « c'est quelqu'un qui veut changer les choses de la mauvaise façon. Euh, tu sais, tuer les gens, ou, tu sais, être violent, ou... En paroles ou en gestes, [ce n'] est jamais la solution » (Entrevue Saint-Jean-sur-Richelieu # 4). L'utilisation de la violence est unanimement perçue comme une limite que l'on ne peut franchir. Il est ici intéressant de faire un lien avec le principe du Vivre et laisser vivre abordé plus tôt dans ce travail. Nous avons vu qu'un élément qui fédérait l'ensemble des participants est une aversion pour un discours religieux qui impose une contrainte trop forte envers ses fidèles, mais aussi sur les autres. C'est cette entrave à la liberté, au libre arbitre, qui suscite des réactions critiques envers la religion. Même ceux se réclamant d'une pratique religieuse traditionnelle avaient un discours qui allait dans ce sens. La radicalisation ou le radicalisé exprimerait donc une antithèse de ce qui est valorisé dans la population collégiale, soit le respect des autres, de leur liberté, de la libre discussion et de la modération. Le changement social n'est pas craint ou dévalorisé, mais la fin ne peut pas justifier les moyens, surtout si elle implique la violence.

Certains ont également indiqué qu'une personne radicalisée est une personne qui accepte de donner sa vie pour une cause. Dans ce sens, de nombreux participants définissent la radicalisation comme un individu ayant des croyances extrêmement fortes, voire inconditionnelles, pour lesquelles il est incapable de les remettre en question. Plusieurs voient dans ce jusqu'au-boutiste la démonstration d'une intransigeance cognitive ou d'un dogmatisme de la pensée. S'il est vrai que plusieurs ont fait le lien avec le fanatisme

religieux, tous reconnaissent que cette caractéristique n'est pas exclusive aux discours religieux. Tous ont accepté l'idée qu'un phénomène similaire peut se produire avec des idéologies séculières, comme certaines dérives du nationalisme par exemple (Entrevue Saint-Hyacinthe # 7). Les participants ne s'opposent pas à ce que les gens puissent posséder de fortes convictions, mais l'incapacité de faire preuve de modération et d'établir un dialogue constructif est jugée sévèrement (Entrevue Saint-Jean-sur-Richelieu # 18).

Plusieurs parlent de lavage de cerveau ou de manipulation. Cette manipulation est possible si l'individu est en situation de vulnérabilité : « C'est sûr que souvent ceux qui se font embarquer dans ça, [ce sont] des personnes qui ont un manque à combler. Je crois que [ce sont] des personnes qui sont dans une mauvaise passe [ce sont] peut-être des personnes qui sont plus démunies à un certain niveau, qui ont besoin de ressentir un sentiment d'appartenance (Entrevue Saint-Jean-sur-Richelieu # 2). Pour d'autres, c'est le manque d'esprit critique ou de connaissance qui est le facteur responsable de cet endoctrinement : « Une personne peu éduquée a peu conscience de ça, puis elle se fonde une idée par rapport à ses connaissances qui pourraient être beaucoup plus développées. Mais vu qu'elle n'est pas éduquée on dirait que ça... Ça vient avec on dirait (Entrevue Édouard-Montpetit # 7). Cette dernière répondante acceptait l'idée que certaines personnes radicalisées pouvaient avoir de l'éducation et adhérer à une vision radicale, mais l'éducation ou les connaissances étaient vues par plusieurs comme un facteur de protection.

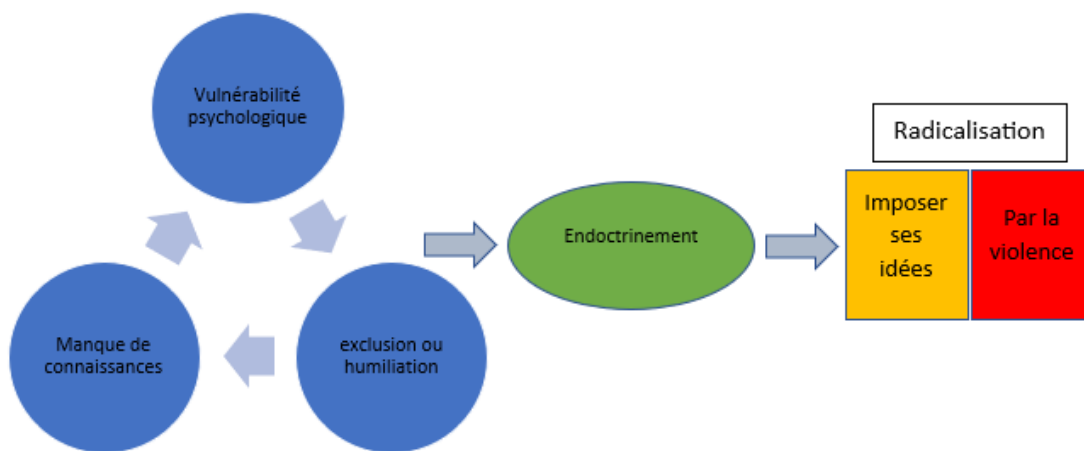
Un groupe, moins nombreux, associait la radicalisation également à un contexte social d'exclusion ou d'une humiliation ressentie pas seulement envers l'individu, mais aussi envers un groupe d'appartenance. Évidemment, ce contexte peut aussi fragiliser psychologiquement l'individu, mais le facteur premier n'était pas exclusivement interne à l'individu, mais aussi en lien avec un manque d'intégration d'un groupe auquel l'individu s'identifie. L'entrée dans la radicalité était parfois perçue comme une manière de donner du sens à une colère ou une forme de revanche des humiliés. Une participante (entrevue Édouard-Montpetit # 3) illustra ce thème en parlant du phénomène des jeunes partis en Syrie :

« [J]e pense que c'est parce qu'un moment donné quand ton peuple est vraiment stigmatisé, quand tu es toujours en guerre, et les gens te disent en pleine face qu'il [ne] t'aiment pas, bien, un moment donné à l'intérieur de toi tu te dis que tu es tanné et [...] que tu veux avoir une revanche envers eux.



[...] Tu as beau parler français, t'as beau aller dans une école multiculturelle... Bah un moment donné à cause de ton nom, à cause de ta religion... Tu [ne] seras pas nécessairement, on va dire, accepté, peut-être qu'on a la terreur de toi... S'il y a quelque chose qui se passe, t'es pas trop content, tu décides que t'es tanné puis que tu veux avoir ta revanche envers les gens autour de toi.

##### 5- Figure sur le processus de la radicalisation tel que vu par les répondants



### Analyse

La démarche proposée dans cette recherche est de nature inductive. Nous ne proposons pas un ensemble d'hypothèses que nous souhaitons par la suite valider par notre cueillette de données. Notre projet s'inscrit davantage dans une visée compréhensive. L'objectif est de recueillir différents témoignages pour comprendre le sens donné aux acteurs sur les différents enjeux soulevés, mais aussi de mieux comprendre la société dans laquelle nous vivons. Nous postulons que ce « sens » n'est pas désincarné des contraintes sociales qui agissent sur les individus, mais une manière qu'ont ceux-ci de les intérioriser en leur donnant une cohérence qui leur permettent d'agir (ou d'interagir) d'une manière cohérente sur le monde qui les entoure. Pour reprendre les mots de Dominique Schnapper, notre approche souhaite en comparant les ressemblances et les divergences des différents entretiens réalisés « suggérer une théorie des manières de subir les épreuves sociales » (Schnapper, 2019, p. 308). Pour le dire autrement, nous ne souhaitons pas tester une théorie pour comprendre pourquoi les participants pensent de la manière qu'ils pensent, mais plutôt d'utiliser leurs discours pour nous aider à comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Au-delà de l'hétérogénéité des propos recueillis, un principe structure l'ensemble des témoignages. Nous l'avons nommé le principe du « vivre et laissez-vivre ». En gros, tous acceptent l'idée que les individus devraient être libres de faire ou de penser ce qu'ils veulent tant et aussi longtemps que ceux-ci n'imposent pas leur point de vue aux autres membres de la collectivité. Initialement, nous avons pensé le nommer le « Principe du T-bone », soit en réaction avec une discussion avec des amis sur le véganisme ou plus particulièrement l'antispécisme, soit un courant philosophique qui croit que tous les animaux devraient jouir d'une égale dignité avec l'humain et, par le fait même, que la consommation de produit animal devrait cesser. Le constat était que les gens sont libres de refuser de consommer de la viande ou tout produit d'origine animale si cela leur plaisait, mais qu'ils ne pouvaient pas empêcher les autres d'en manger. Comme le T-bone ou le steak d'ailoyau sur le BBQ demeure le symbole phare du « carnivorisme », la phrase suivante fit consensus dans la conversation : « tu peux penser et manger ce que tu veux, mais ne viens pas toucher à mon T-bone! » Même si le thème de la consommation de la viande ou des produits animaliers n'a pas été abordé par les participants, un parallèle avec les différentes positions exprimées par les entrevues nous semble manifeste.

Nous ne prétendons pas que le principe que nous avons nommé « vivre et laissez-vivre » est compris exactement de la même façon par tous et que celui-ci élimine toutes formes de désaccord sur les différents enjeux présentés aux participants. Ce principe n'est pas le point d'arrivée où les désaccords se résorbent, mais plutôt le départ où ces divergences rechercheront une forme de légitimité. La liberté est certainement une valeur importante dans nos sociétés. Nous sommes socialisés à respecter la liberté des autres, de respecter la différence et l'autonomie des individus. Nous apprenons que tous les individus ont le droit à leur vie privée et que nous n'avons pas à juger de ce qui relève de ce registre sauf évidemment, si la sécurité ou autres droits appartenant à des tiers en était bafoué. D'une certaine façon, l'expression de ce principe indique aux autres que nous sommes une personne raisonnable que nous respectons cette exigence éthique minimale. Ce trait culturel n'est pas étranger au contexte particulier de la société moderne (certains diront postmoderne) et démocratique qui est le nôtre. Nous vivons dans une société fragmentée où cohabitent différentes manières de vivre et d'agir. Pour assurer une certaine paix sociale, la société doit favoriser une certaine tolérance de ses membres face à ces différences. Cela ne veut pas dire

que les individus ne peuvent débattre et se mobiliser pour changer les choses, voire améliorer la société, mais les changements proposés doivent être réalisés par la discussion et par un processus politique démocratique exempt de violence politique.

Dans ce sens, on comprend que la personne radicalisée désigne d'une certaine façon l'antithèse de ce modèle de tolérance et de raisonabilité. Le radicalisé est celui qui impose sa vision des choses aux autres, par la violence s'il le faut. Le radicalisé est celui qui refuse ce principe minimal qui sert d'assise à la vie en société, soit ce que nous avons appelé le principe du « vivre et laisse-vivre ». Il est donc un individu qui refuse le compromis social et qui menace par son intransigeance la société. Être radical n'est pas perçu par nos répondants comme un trait positif. Rappelons que le terme radical a pour origine le mot latin *radicalis*, qui signifie racine (Boudreau et Perron, 2016, p.232). Avoir des idées radicales pourrait ici signifier que pour régler certains problèmes, il faut agir à la racine du problème. Être radical ici, implique plutôt une critique envers une approche plus réformiste qui proposerait des mesures jugées cosmétiques ou superficielles. On peut facilement comprendre que dans certains contextes, avoir une approche radicale, au sens agir sur la racine du problème, peut être légitime, voire raisonnable. On comprend que le terme radicalisé chez nos répondants n'a pas cette signification, mais devient plutôt une étiquette sociale qui exprime une attitude pathologique, une incapacité de vivre en société. Cette stigmatisation du concept n'est évidemment pas exclusive à notre échantillon, ce caractère répulsif est noté par plusieurs auteurs dans différents contextes (Guybet Lafye, 2016, Collovald et Gaïti, 2006, Dupuis-Déri, 2018).

Lorsque les répondants formulent des explications sur les causes liées à la radicalisation, ils vont pour la grande majorité parler de gens psychologiquement vulnérables. Cette vulnérabilité est causée par des traumatismes ou des humiliations subies. Cette situation de souffrance existentielle, les rend donc propices à subir un endoctrinement qui les transformera en individu radicalisé. Il faut noter que cette explication ne s'oppose pas à ce que l'on retrouve chez plusieurs spécialistes, nous avons vu dans notre revue de littérature que ce sentiment d'injustice et de souffrance sociale a été désigné comme une caractéristique commune chez plusieurs jeunes radicalisés (Ben-Cheik, 2018). On peut présumer que le sujet a été abordé dans certains cours, certains étudiants l'ont explicitement mentionné. Néanmoins, si la plupart reconnaissent que la radicalisation n'est pas exclusive à la pensée

religieuse, plusieurs vont davantage associer la religion à la pensée radicale. La place de la religion dans le processus de radicalisation reste ambivalente. S'il faut bien sûr reconnaître que certains groupes mobilisent le discours religieux pour rendre légitime le recours à la violence politique, certaines recherches montrent aussi que les individus qui avaient a priori une faible appartenance religieuse sont plus susceptibles d'avoir de la sympathie pour radicalisation violence (Ben-Cheik, 2018). Pour plusieurs répondants, la religion reste suspecte, plus particulièrement les grandes religions institutionnelles. Elles sont perçues comme contraignantes comme ayant la volonté d'imposer des croyances ou des normes à leurs membres. Cette caractéristique épouse également la pensée radicale. Rappelons qu'être radical, c'est imposer ses convictions aux autres. Dans ce sens, les religions partageraient cette caractéristique commune, d'où le lien que font plusieurs répondants avec celle-ci et la radicalisation. Inversement, la spiritualité est jugée plus positivement, même pour les participants qui se désignaient comme athées. La spiritualité est jugée comme une démarche individuelle où l'individu est libre d'explorer et de chercher les réponses qui lui conviennent. Pour nos répondants, la démarche spirituelle ne regarde que l'individu. Personne n'impose à rien à personne.

Si le principe du « vivre et laissez-vivre » semble faire consensus auprès de notre échantillon, il serait fautif de croire que nos participants partagent tous les mêmes points de vue. Comme nous l'avons indiqué plus haut, ce principe est le point de départ. Il permet à l'interlocuteur de signifier que sa position est raisonnable, qu'elle ne peut être jugée comme « radicale », donc condamnable socialement. Si je me définis comme une personne avec des croyances religieuses, j'assume que ces croyances sont personnelles et je ne cherche pas à les imposer aux autres. Inversement, si je suis athée, j'accepte que les gens puissent avoir des croyances différentes des miennes. La seule chose que je demande est de ne pas m'imposer des croyances qui ne sont pas les miennes. Nous pourrions donc croire que le débat est clos. Cependant, il faudra clarifier ce que signifie le concept d'« imposer » ou encore où commence la liberté d'autrui. À la lumière des entretiens menés, cette limite semble plutôt relative. Pour certains, l'expression d'une croyance religieuse, comme le port d'un symbole religieux, est perçue comme une forme d'imposition, alors que pour d'autres, interdire à une personne de porter ce même symbole même dans un cadre professionnel est une contrainte jugée excessive. Cette dernière position semble majoritaire auprès de notre échantillon.

Si nous adoptons une position plus libérale, refuser l'expression d'une croyance religieuse irait à l'encontre de la liberté de croyance d'une personne. D'où l'obligation d'accorder un accommodement raisonnable que nous retrouvons dans notre système juridique. Le préjudice de ne pouvoir suivre une croyance religieuse étant jugé plus grand que le préjudice de voir quelqu'un porter un symbole religieux qui n'épouse pas nos croyances (Taylor et Maclure, 2020). Néanmoins, certains participants n'acceptent pas cette vision des choses. La limite de l'expression de la religion devrait rester, selon eux, dans un espace personnel, cachée aux yeux des gens qui ne partagent pas ces croyances. Cette position était plutôt minoritaire auprès de nos participants, néanmoins présente dans notre échantillon. Il est vrai que ces entretiens ont été réalisés avant l'application de la loi 21 sur la laïcité, soit l'interdiction de porter des symboles religieux par des personnes en situation d'autorité qui travaillent au sein de la fonction publique. Il est possible que ce changement législatif ait pu changer la perception de certains de nos répondants, mais comme ce débat existait déjà à ce moment, l'impact de celui-ci fut probablement modeste.

Cependant, pour comprendre cette divergence, il faut aussi ajouter une préoccupation collective exprimée par certains répondants, soit l'importance de préserver le « mode de vie » ou la culture québécoise. Il est possible de croire que l'expression de la religion, surtout autre que le catholicisme, vient accentuer ce sentiment de perte. Si nos répondants ne sont pas contre l'immigration en tant que telle, certaines inquiétudes ont été exprimées sur l'impact de celle-ci sur le vivre ensemble au Québec. Il semblerait que certains opposent un préjudice potentiel que pourrait vivre la majorité francophone (canadienne-française) en laissant « trop de liberté » à l'expression d'une religion étrangère dans l'espace public. Ce risque rendrait légitime une certaine contrainte envers son expression, car elle irait à l'encontre d'un mode de vie fragilisé par les difficultés d'intégration perçues par certains. Le désir de conserver son mode de vie serait donc une limite jugée raisonnable qu'il ne faut pas enfreindre.

Pour ceux qui étaient davantage préoccupés par les préjudices subis ou potentiels que peuvent vivre les minorités, il ne faut pas comprendre leur point de vue comme étant insensible à ces préoccupations liées au « mode de vie québécois ». En effet, plusieurs qui craignaient que les minorités subissent le contrecoup de ces craintes, comprenaient et même partageaient ses inquiétudes. Ceci inclut également les participants issus de ces

communautés minoritaires. Ceux-ci ont exprimé à la fois des inquiétudes devant certaines discriminations subies par eux ou leur entourage tout en affirmant vouloir réussir leur intégration à la société québécoise et contribuer à sa vitalité.

La société québécoise, à l'instar des autres sociétés occidentales, est aux prises avec un défi démographique important. La population vieillit et le taux de natalité n'assure pas le remplacement de la population. L'effet de pénurie favorise le recours à l'immigration (El-Assal, 2019). D'un autre côté, les inégalités internationales, les conflits et les bouleversements climatiques accentuent le désir de certains individus de quitter leur pays et de s'installer dans un pays plus riche. Ces mouvements migratoires entraînent nécessairement des inquiétudes auprès des populations des pays d'accueil (Kaufmann, 2018). Les propos recueillis témoignent de ces préoccupations. Celles-ci pour la grande majorité ne s'expriment pas par une attitude intransigeante, elle tente de rendre compte d'un équilibre fluctuant et instable, mais qui cherche à rendre compte du respect à la fois des différences individuelles et de l'héritage culturel d'une société minoritaire dans l'espace nord-américain.

Il serait pertinent d'analyser l'impact des médias sur la compréhension de cet enjeu. Parfois, ce que nous lisons ou entendons dans certains médias nous laisse croire que ceux-ci polarisent davantage cet enjeu. Nous sommes conscients que des lignes de fracture existent et que les changements démographiques continueront de transformer notre société. Ces transformations entraîneront nécessairement de nouvelles lignes de conflits. Malheureusement, il ne peut y avoir de solutions simples à des problèmes complexes. La société dans son ensemble, mais plus particulièrement certaines personnalités médiatiques ou politiques, devrait mettre de l'avant un discours plus conciliant ou, inversement, moins polarisant.

En somme, les acteurs sociaux utilisent un ensemble d'informations pour comprendre le monde dans lequel ils vivent. Malgré la diversité de leur parcours, ils comprennent les défis et les préoccupations de leur société. Ils tentent d'avoir un discours cohérent avec les grandes valeurs de leur société. Le principe du « vivre et laissez-vivre » est certainement un principe valide pour amorcer une discussion, mais il faut aussi déterminer où se trouve cette limite. La peur de perdre son « mode de vie » est une préoccupation ressentie par plusieurs, mais la

peur de vivre dans une société qui stigmatise la différence l'est aussi. Nous n'avons pas de solutions simples à proposer, mais la possibilité d'ouvrir un dialogue constructif pourrait aider à diminuer ces craintes et trouver cet équilibre tant recherché.

## Conclusion

Ce rapport de recherche correspond à la deuxième phase d'un projet initié par le CEFIR. Si la première phase avait un objectif quantitatif, celui-ci a une visée qualitative. L'objectif de cette recherche était de mieux comprendre la vision des gens appartenant à la communauté collégiale de trois grands cégeps francophones de la Montérégie sur certains enjeux sociaux. Les résultats démontrent une réelle ouverture de nos participants envers la différence et une préoccupation envers les préjugés et les discriminations que pourraient subir certains individus appartenant à des minorités ethniques ou religieuses. Néanmoins, plusieurs s'interrogent sur l'impact que l'immigration peut avoir sur la cohésion sociale et le caractère francophone de la société québécoise. Évidemment, ces inquiétudes sont variables au sein de notre échantillon. Cependant, la grande majorité montre une vision nuancée ou ambivalente. Tous reconnaissent que les immigrants doivent s'intégrer, même les participants issus de celle-ci, mais certains critiquent la qualité et la quantité des ressources qui leur sont offertes. Certains s'inquiètent de l'image véhiculée par les médias sur la communauté musulmane, mais comprennent également l'inquiétude de la population d'accueil de perdre leurs repères culturels.

Nous avons souligné un principe que l'ensemble de nos participants semblent souscrire, soit que les individus sont libres de croire en ce qu'ils veulent, mais ils ne peuvent l'imposer aux autres. Ce principe, que nous avons nommé « Vivre et laissez-vivre », malgré un apparent consensus, garde une certaine ambivalence. En effet, la notion « de ne pas imposer ses croyances aux autres » reste ambiguë. À partir de quel moment impose-t-on ou non une croyance aux autres ? Est-ce que la personne qui porte un symbole vestimentaire impose sa croyance aux autres si un code vestimentaire est exigé ou est-ce l'interdiction de porter ce même symbole qui est jugé comme une imposition? Nous ne souhaitons pas trancher cette question ici, mais simplement souligner que des gens étant en apparence d'accord avec le principe mentionné plus haut auront peut-être une position diamétralement opposée. Si nous regardons les commentaires de nos propres participants, ceux-ci pourront même croire que leurs positions respectives sont modérées et que celle de leurs adversaires serait dogmatique, voire radicale, puisqu'allant selon eux à l'encontre du principe modéré du « Vivre et laissez-vivre ». Si ce principe semble faire consensus, il faut admettre que ce consensus est de façade, il cache un désaccord plus profond. Néanmoins, à la suite de nos entretiens, notre



sentiment n'est pas celui d'inquiétudes irréconciliables. Les individus rencontrés souhaitent tous, d'une manière ou d'une autre, trouver un équilibre entre les libertés individuelles et la cohésion sociale. Leurs discours exprimaient des inquiétudes, mais un désir de vivre dans une société libre et accueillante.

Il serait intéressant de mesurer l'utilisation et l'impact des médias traditionnels, mais aussi sociaux dans l'évolution de ces préoccupations. Si nos entretiens nous amènent à croire que la distance entre les différents points de vue exprimés par nos participants pourrait être réconciliable si ceux-ci discutaient dans un cadre serein, nous avons le sentiment que la rhétorique employée par certaines personnalités médiatiques incite davantage à leur polarisation. Est-ce que le traitement de ces questions par certains médias polarise les points de vue et si oui, avons-nous la possibilité de mesurer cet impact ?

## Médiagraphie

- Allport, G. W. (1954) *The Nature of Prejudice*. Reading, MA: Addison-Wesley.
- Baglioni, S., & Hurrelmann, A. (2016) The Eurozone Crisis and Citizen Engagement in EU Affairs. *West European Politics*, 39(1), 104-124.
- Ben-Cheikh, I., et al. (2018) Intervention en contexte de radicalisation menant à la violence : une approche clinique multidisciplinaire. *Santé mentale au Québec*, 43(1), 85–99. <https://doi.org/10.7202/1048896ar> (Page consultée le 14 juin 2023).
- Bergamaschi, A. (2013) Deux préjugés au miroir. Adolescents et questions d'immigration au sein de l'espace européen. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.4330> (Page consultée le 13 juin 2023).
- Bilodeau, A., & Turgeon, L. (2014) L'immigration : Une menace pour la culture québécoise? Portrait et analyses des perceptions régionales. *Revue canadienne de science politique*, 42(2). <https://doi.org/10.1017/S0008423914000444> (Page consultée le 13 juin 2023).
- Bilodeau, A., & Turgeon, L. (2021) Contextes territoriaux et perceptions de l'immigration : ethnocentrisme et contact dans trois régions du Québec. *Politique et Sociétés*, 40(1), 164. <https://doi.org/10.7202/1075745ar> (Page consultée le 13 juin 2023).
- Bilodeau, A., & Turgeon, L. (2021) Minority nations and attitudes towards immigration: the case of Quebec. *Nations & Nationalism*, 20(2), 336. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/nana.12068> (Page consultée le 13 juin 2023).
- Boutros, M. (2019, 28 septembre) Apprendre à connaître les juifs hassidiques. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/lire/563497/essai-apprendre-a-connaître-les-juifs-hassidiques> (Page consultée le 2 juin 2023).
- Bowyer, B. (2008) Local Context and Extreme Right Support in England: The British National Party in the 2002 and 2003 Local Elections. *Electoral Studies*, 27(4). doi:10.1016/j.electstud.2008.05.001.
- Boudreau, P., et Perron, C. (2016) *Lexique de science politique* (4e éd.). Montréal: Chenelière Éducation.
- Chebel d'Appollonia, A. (2012) *Immigration and insecurity in the United States*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Collovald, A., et Gaïti, B. (2006) *La démocratie politique*, Paris, La dispute.
- Corcuff, P. (2020) *La grande confusion / comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*. Paris: Petit Encyclopédie Critique.

- Cornelissen, L. (2021) La religiosité au Canada et son évolution de 1985 à 2019. *Statistique Canada*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2021001/article/00010-fra.pdf> (Page consultée le 14 juin 2023).
- Crowne, D., & Marlowe, D. (1960) A new scale of social desirability independent of psychopathology. *Journal of Consulting Psychology*, 24(4), 349-354.
- Davie, G. (1994) *Religion in Britain since 1945*. Oxford: Blackwell.
- D'Appollonia, Ariane Chebel. (2012) *Immigration and insecurity in the United States*, Cornell University Press,
- De la Soudière, M. (2017) Le changement climatique, une « grande peur collective »? *Communication*, 101(2), 180. [https://www.persee.fr/docAsPDF/comm\\_0588-8018\\_2017\\_num\\_101\\_1\\_2849.pdf](https://www.persee.fr/docAsPDF/comm_0588-8018_2017_num_101_1_2849.pdf) (Page consultée le 13 juin 2023).
- Dupuis-Déri, F. (2018) *La crise de la masculinité / Autopsie d'un mythe tenace*. Montréal: Éditions du remue-ménage.
- Eberl, J.-M., et al. (2018) The European media discourse on immigration and its effects: a literature review. *Annals of the International Communication Association*, 42(3), 207. <https://doi.org/10.1080/23808985.2018.1497452> (Page consultée le 16 juin 2023).
- El-assal Kareem et al. (2019) *Seuils d'immigration au Québec: analyse des incidences démographiques et économiques*, Institut du Québec.
- Fédération des cégeps. (2017, 18 août) Cégep : 50 ans d'évolution. <https://fedcegeps.ca/communiqués/2017/08/16823-2/> (Page consultée le 18 août 2023).
- Galland, O. (2017) Les jeunes face aux injustices et aux discriminations. *Revue de l'OFCE*, 97. <https://doi.org/10.3917/reof.150.0095> (Page consultée le 14 juin 2023).
- Gallant, N., et al. (2019) *Portrait du bien-être des jeunes au Québec: Ensemble du Québec. Édition 2019*. Québec: INRS et Fondation Jeunes en Tête. <https://s3.amazonaws.com/u92-fondationjeunesentete/data/1-ensemble-du-quebec-definitif.pdf> (Page consultée le 13 juin 2023).
- Gallant, N., et al. (2023) Les jeunes dans les régions du Québec – Évolution de la situation démographique 1986-2021. *Institut national de la recherche scientifique*, iii. [https://chairejeunesse.ca/wp-content/uploads/2023/02/CRJ\\_PAJR\\_86-21.pdf](https://chairejeunesse.ca/wp-content/uploads/2023/02/CRJ_PAJR_86-21.pdf) (Page consultée le 15 juin 2023).
- Gauthier Lamothe, É. (2023, 7 janvier) Les jeunes Québécois sont les moins optimistes par rapport à la crise climatique. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/777058/les-jeunes-quebecois-sont-les-moins-optimistes-par-rapport-a-la-crise-climatique> (Page consultée le 13 juin 2023).

- Geertz, C. (1966) Religion as a Cultural System. Dans M. Banton (éd.), *Anthropological Approaches to the Study of Religion* (p. 4). Londres: Tavistock.
- Golebiewski, D. (2014) Religion and Globalization: New Possibilities, Furthering Challenges. *E-International Relations*. <https://ssrn.com/abstract=2467083> (Page consultée le 19 juin 2023).
- Gousse-Lessard, A.-S., & Lebrun-Paré, F. (2022) Regards croisés sur le phénomène « d'écoanxiété » : perspectives psychologique, sociale et éducationnelle. *Éducation relative à l'environnement*, 17(1), 1-2. <http://journals.openedition.org/ere/8159> (Page consultée le 14 juin 2023).
- Gyubet Lafye, C. (2016) Approche critique des sociologies de la radicalisation. *Forum de la DAP « Radicalisation violente, engagement et désengagement »*, Octobre 2016, Paris, France. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01381974> (Page consultée le 14 juin 2023).
- Hiridjee, K. (2022) L'écoanxiété : entre angoisse et lucidité. *Le carnet psy*, 22. <https://www.cairn.info/dossiers-2022-22-page-1.htm?contenu=article> (Page consultée le 13 juin 2023).
- Kaufmann, É. (2018) *White shift / Populism, immigration and the future of white majorities*. Londres: Allen Lane.
- Kaufmann, É. (2023) White flight from immigration?: Attitudes to diversity and white residential choice. *Social Science Quarterly*. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/ssqu.13268> (Page consultée le 16 juin 2023).
- Kinder, D. R., & Kam, C. D. (2009) *Us Against Them: Ethnocentrism Foundations of American Opinion*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Lambert, Y. (2000) Religion, modernité, ultramodernité : une analyse en termes de « tournant axial ». *Archives de sciences sociales des religions*, 109, 87-116. <http://journals.openedition.org/assr/20178> ; DOI : 10.4000/assr.20178 (Page consultée le 14 juin 2023).
- Lamothe, É. (2023, 7 janvier) « Les jeunes Québécois sont les moins optimistes par rapport à la crise climatique », *Le Devoir.ca*, <https://www.ledevoir.com/societe/777058/les-jeunes-quebecois-sont-les-moins-optimistes-par-rapport-a-la-crise-climatique> (Page consultée le 13 juin, 2023)
- Larose, Y. (2022) Le religieux chez les jeunes sans religion. *Nouvelles.ulaval.ca*. <https://nouvelles.ulaval.ca/2022/05/04/le-religieux-chez-les-jeunes-sans-religion-a:cc216e39-f833-4330>
- Levinsson, A. et al. (2021) Associations between Endorsement of Conspiracy Theories and Sympathy for Violent Radicalization in Young Adults During the COVID-19 Pandemic :

Moderation by Psychological Distress ». <https://ssrn.com/abstract=3769250> (Page consulté le 14 juin, 2023)

Mahéo, V-A. et Bélanger, É. (2018) Is the Parti Québécois Bound to Disappear? A Study of the Current Generational Dynamics of Electoral Behaviour in Quebec. *Revue canadienne de science politique*, Volume 51 , no 2, Juin, <https://doi.org/10.1017/S0008423917001147> (Page consultée le 14 juin, 2023)

Martig, N. et Bernauer, J. (2018) The Halo Effect: Perceptions of Diffuse Threat and SVP Vote Share. *World Political Science*, Vol. 14, [http. doi:10.1515/wps-2018-0002](http://doi:10.1515/wps-2018-0002).

Morin-Martel, F. (2021) Sondage sur les changements climatiques Une majorité de jeunes disent éprouver de la peur, *La Presse*, <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2021-10-16/sondage-sur-les-changements-climatiques/une-majorite-de-jeunes-disent-eprouver-de-la-peur.php> (Page consultée le 14 juin, 2023)

Newman, B. (2013) Acculturating Contexts and Anglo Opposition to Immigration in the United States. *American Journal of Political Science*, Vol. 57, no 2.

Pettigrew, Thomas F. et Linda R. Tropp. (2008) How Does Intergroup Contact Reduce Prejudice? Meta-analytic Tests of Three Mediators. *European Journal of Social Psychology*, Vol. 38, no 6, p. 922-934.

Popescu, A. (2022) Entretenir l'espoir entre écoanxiété et solastalgie , *Rhizome*, vol. 82, no. 1, p. 12. <https://doi.org/10.3917/rhiz.082.0011> (Page consultée le 13 juin, 2023)

Radio-Canada. (2018) On n'a plus les cégépiens qu'on avait... et on en a davantage! *Ici-Radio-Canada.ca*, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1119280/cegep-etudiant-adulte-dec-technique-pre-universitaire-quebec> (Page consultée le 12 juin 2023).

Robertson R. (1970) *The Sociological interpretation of religion*, New York, Schocken,

Rousseau, C. et al. (2019) From social adversity to sympathy for violent radicalization: the role of depression, religiosity and social support, *Archives of Public Health*, Vol 77, <https://org/10.1186/s13690-019-0372-y> (Page consultée le 14 juin, 2023)

Rousseau C. et al. (2021) Collective identity, social adversity and college student sympathy for violent radicalization. *Transcultural Psychiatry*. Vol. 58, no5, <http://10.1177/1363461519853653> (Page consulté le 14 juin, 2023)

Rydgren, J. et Ruth, P. (2013) Contextual Explanations of Radical Right-Wing Support in Sweden: Socioeconomic Marginalization, Group Threat, and the Halo Effect. *Ethnic and Racial Studies* Vol.36, no 4, <doi:10.1080/01419870.2011.623786>.

Schnapper, D. (2019) Élaborer un type idéal », dans Serge PAUGAM (dir.) *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Université de France, 4<sup>e</sup> tirage.

Spiro, M. (1966) *Religion: Problems of Definition and Explanation*, dans Michael Banton (éd.), *Anthropological Approches to the Study of Religion*, Londres, Tavistock,

Taylor, C. et Maclure, J. (2020) *Laïcité et liberté de conscience*, Montréal, Les Éditions du Boréal.

Wilkins-Laflamme, S. et al. (2018) *Connaissances et perceptions de la religion et du phénomène de la radicalisation chez les étudiant(e)s du collégial*. Longueuil, CEFIR.  
<https://cefir.cegepmontpetit.ca/2018/05/16/connaissances-et-perceptions-de-la-religion-et-du-phenomene-de-la-radicalisation-chez-les-etudiantes-du-collegial-2018/>

Willaime, J-P. (2018) *Sociologie des religions*, ,6<sup>e</sup> édition, Paris, Que sais-je, PUF.